



# L'ACTION FRANÇAISE

2  
0  
0  
0

« Tout ce qui est national est nôtre »

3 € | N° 2762 | 63<sup>e</sup> année | Du 1<sup>er</sup> au 14 janvier 2009 | Paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois | www.actionfrancaise.net

## AU GUI L'AN NEUF !



Cette expression médiévale évoquant la plante traditionnelle qui symbolisait prospérité et longue vie nous semble plus appropriée pour présenter nos vœux qu'un *bonne année, bonne santé*, bien banal depuis que les chrétiens eux-mêmes n'y rajoutent plus *le paradis à la fin de vos jours...*

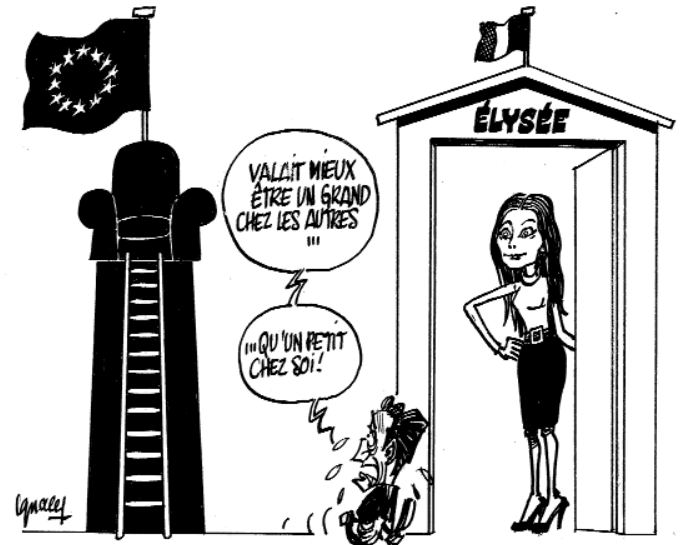
Puissiez-vous, chers lecteurs, entrer dans cet an 9 tout neuf sous le signe du gui : il portait chaque Jour de l'An les souhaits de nos ancêtres et puissiez-vous comme eux, vous-mêmes et tous les vôtres, emplir vos cœurs de joie et d'espérance ! Tout laisse à penser que 2009 ne sera pas une année facile, ni pour le monde, ni pour la France, ni pour chaque Français, mais une année a-t-elle besoin d'être "facile" pour être heureuse ?

Souhaitons, et souhaitez avec nous, qu'avec votre aide et la grâce de Dieu, *L'Action Française 2000* vous accompagne toujours et alimente votre réflexion sous l'éclairage - nous nous y efforcerons sans cesse - du seul intérêt national.

Enfin réjouissons-nous : 2009 sera l'année d'un mariage royal. Cela n'arrive qu'une fois par génération et apporte toujours un regain d'intérêt et surtout d'affection pour la lignée incarnant la continuité française. Nos vœux vont donc tout spécialement à M<sup>gr</sup> le duc de Vendôme et à M<sup>lle</sup> Philomena de Tornos, dont l'union au printemps prochain comblera de joie les cœurs de tous ceux qui croient encore que la France n'a pas fini son temps.

M.F.

# Sarkozy : Européen ou Français ?



PAGE 3

Nicolas Sarkozy et Carla Bruni ont prolongé d'une semaine leur séjour au pays des écoles de samba. Assurément, le chantre de l'enrichissement par le travail acharné, même le dimanche, avait besoin d'aller un peu se décrisper sous le soleil brésilien où Bernanos écrivit tant de belles pages et où les hommes, comme disait Jean-Pierre Péroncel-Hugoz dans *L'Action Française 2000* du 6 mars 2003, sont « *stimulants, robotatifs et joyeux* ». Sur un air de samba sarkozyenne s'est ouverte en fait l'année de la France au Brésil...

Resserrer les liens entre nos deux pays aux profondes racines latines doit être bénéfique à l'un comme à l'autre. N'oublions pas que nos deux terres sont capétiennes : si la tentative du commandant de Villegagnon de fonder là-bas une colonie pour le roi de France Henri II avorta en 1555, il n'en reste pas moins que ce sont les Bragance, rois de Por-

## BRÉSIL

### La samba sarkozienne

Les liens supérieurs entre la France et le Brésil ne doivent rien aux républiques de ces deux pays, deux terres capétiennes...

tugal, descendants authentiques d'Hugues Capet, qui réalisèrent sur la "Terre de Santa Cruz" cet extraordinaire brassage de races et de cultures (Indiens, Portugais, Noirs d'Afrique...) qui, malgré de dures conditions de vie et bien des injustices, se sont fondues et épanouies dans une histoire commune et une identité sans cesse nourrie d'affectivité démonstrative, en somme en une nation fière d'elle-même. Belle leçon pour nos idéologues sans racines pensant que pour s'ouvrir à la diversité il faut renoncer à être en tant que nation...

En fait les liens supérieurs entre la France et le Brésil ne

doivent rien aux républiques de ces deux pays. Aucun Brésilien n'a oublié la grande figure de la princesse Isabelle (1846-1922), fille de l'empereur du Brésil Pedro II. En tant que régente, elle signa le 13 mai 1888 la loi abolissant l'esclavage, ce qui lui valut la Croix d'Or du pape Léon XIII, mais aussi l'année suivante le coup d'État des riches possédants, hommes de "rendement", libéraux et francs-maçons, qui renversèrent la monarchie impériale. Depuis lors, ce pays en république n'a jamais retrouvé une vraie stabilité politique. Tout comme la France... De la princesse Isabelle et de son

époux le comte d'Eu, petit-fils de Louis-Philippe, Madame, comtesse de Paris, née Isabelle d'Orléans-Bragance, était la petite-fille préférée. Elle a toujours été accueillie de grand cœur par la population. L'initiative de cette année de la France au Brésil l'aurait réjouie. Nul n'est en France plus près du Brésil par le cœur et par le sang que la famille de France, son chef M<sup>gr</sup> le comte de Paris, duc de France, et l'héritier M<sup>gr</sup> le duc de Vendôme. En comparaison, les congratulations de Nicolas Sarkozy et de "Lula" ne sont que feu de paille.

MICHEL FROMENTOUX

## FRANCE

Société :

### La "diversité" contre l'identité



PAGE 4

## ÉTRANGER

Belgique :

### Van Rompuy, l'homme qui ne voulait pas...



PAGE 6

## HISTOIRE

Exposition :

### Bonaparte, l'Égypte et l'avenir...



PAGE X



❑ CRISE ALIMENTAIRE

# Sinistre libéralisation

Un rapport des Nations Unies remis le 20 décembre à Pascal Lamy, directeur général de l'OMC, a souligné les effets néfastes de la libéralisation sur l'alimentation dans le monde. Il n'a pas eu l'écho qu'il méritait.

En cette fin d'année 2008, la plupart des commentateurs économiques ont eu le regard rivé sur l'indice de la consommation des populations des pays riches, considéré comme le dernier rempart contre la récession et, potentiellement, comme le premier moteur de la relance.

Certains allant même à évoquer un "devoir de consommation", comme si, dans une spirale infernale, la gabegie du système financier international devait être compensée par la propension sans limite des individus à accumuler des biens et des services à l'utilité toute relative. Mais qu'ils soient rassurés, le précieux indice, soutenu par les fêtes, devrait afficher, selon les estimations, une progression de 0,3 à 0,5 % pour le dernier mois de 2008.

## La faim dans le monde

Dans le même temps, il est frappant de constater que peu d'observateurs ont signalé et commenté un important rapport remis le 20 décembre à Pascal Lamy, le directeur général de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC), et qui apporte un démenti cinglant à tous les discours communément admis sur les bienfaits de la libéralisation des échanges internationaux. En effet, les travaux conduits sous la direction de Olivier De Schutter, un universitaire belge, actuellement rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation, ap-



Plantations de café au Brésil  
L'OMC privilégie les grandes exploitations et encourage les pays à se spécialiser.

porte un solide contrepoint aux propos des responsables de l'organisation qui affirmaient, il y a quelques mois, lors d'une tentative de clôture du cycle de négociations de Doha, que l'abaissement continu des protections douanières sur l'agriculture contribue fortement à l'accroissement de la richesse mondiale et, en particulier, des revenus des paysans des pays du Sud.

Le rapport concerne, d'une part, l'impact du commerce mondial libéralisé sur la faim dans le monde et, d'autre part, l'influence des thèses actuelles du libre échange sur la politique des États et leur capacité à assurer la sécurité alimentaire de leurs populations. Olivier De Schutter plaide pour une profonde remise en cause des conceptions qui président à la libéralisation. Cette dernière, souligne-t-il, menace la situation, déjà précaire, de dizaines de millions de petits agriculteurs et engendre des « coûts cachés » sociaux, environnementaux et sa-

nitaires. « Elle n'est pas plus favorable au consommateur, confronté à une forte hausse des prix, qu'au petit producteur, auquel on paye un prix de plus en plus faible. En revanche, la chaîne de distribution s'allonge, ce qui contribue à enrichir divers intermédiaires. »

## Des gouvernements démunis

Le rapport De Schutter s'interroge non pas sur un avenir idéal, pensé dans les cénacles de l'OMC et prévoyant un utopique accès aux marchés mondiaux pour les petits producteurs, mais sur la situation actuelle. Celle-ci est caractérisée par l'incapacité des nations et des États à mettre en œuvre les protections indispensables pour un développement équilibré de leurs marchés agricoles locaux. 500 millions de producteurs dans le monde sont contraints d'acheter très cher leurs semences et leur engrais à une

douzaine d'oligopoles et de revendre leur production à un prix dérisoire. Par ailleurs, l'accent mis sur le commerce international a accru fortement la fragmentation du monde agricole : 85 % des producteurs travaillent sur des superficies inférieures à deux hectares, 0,5 % d'entre eux possèdent plus de cent hectares. « Miser fortement sur les exportations accroît cet écart. On privilégie les 0,5 % les plus riches et on marginalise les autres », constate Olivier De Schutter.

## Spécialisation des pays

« La position de l'OMC est que ces impacts négatifs de la libéralisation seront compensés par l'expansion des secteurs exportateurs. Cette approche, qui établit le bilan des gains et des pertes, n'est pas satisfaisante car, dans bien des cas, les gouvernements ne sont pas en mesure de compenser ces impacts négatifs pour leur population. » De nombreux pays ont été incités à se spécialiser dans des secteurs où ils bénéficiaient d'avantages comparatifs : le coton pour l'Afrique de l'Ouest, le café pour la Colombie et l'Éthiopie... Il leur a été promis qu'avec les devises ainsi engrangées, ils pourraient importer de quoi nourrir leur population pour un prix inférieur à ce qu'ils auraient pu produire eux-mêmes. A contrario, ils sont aujourd'hui dépendants par rapport à des indices boursiers de plus en plus volatils. Après une baisse des cours de leurs produits, ils ne peuvent plus payer leurs importations, dont la valeur a été parfois multipliée par cinq ou six. L'évolution encouragée par l'OMC a même transformé en importateurs des pays qui étaient autosuffisants.

Un retour des protections nationales et des modèles de développement locaux est donc plus que jamais nécessaire.

PATRICE MALLET

## » DUKE OF VENDÔME

Rebondissant sur l'annonce de son mariage, le *Wall Street Journal* a consacré le 19 décembre un article au prince Jean. Dépêché dans les jardins du Palais royal pour s'entretenir avec lui, Max Colchester évoque les engagements du duc de Vendôme, les querelles dynastiques qui l'opposent à d'autres prétendants, les chances d'une restauration en France... Quelques images sont visibles sur le site Internet du quotidien, où le prince s'exprime en anglais : <http://online.wsj.com/>

## » GÉANT DE LA PENSÉE

Le *Figaro* s'est fait l'écho le 18 décembre de l'admiration de Jean-François Mattéi pour Pierre Boutang : « Ma première impression, confirmée par la suite, fut celle d'un géant de la pensée. [...] Il m'impressionnait, moins par son immense culture, que par le détachement avec lequel il la maîtrisait. [...] C'était un arpenteur de l'être qui, comme Platon et Heidegger, avait compris que la philosophie est une variation permanente sur l'archétype du voyage et que l'homme est bien un "homo viator". Il m'a appris [...] le souci de la transcendance... » Et le quotidien de commenter : « Catholique et royaliste, Boutang, qui n'avait jamais renié Maurras, était un homme chez qui la tendresse s'accouplait souvent avec la colère. Mais quel personnage ! » Jean-François Mattéi - un professeur d'université qui ne doit pas être confondu avec son homonyme engagé en politique - est l'auteur de la préface de la nouvelle édition de *L'Ontologie du secret*, publiée à la rentrée par les PUF.

## » STAR WARS

Plus de 12 millions de téléspectateurs sont habitués à suivre la retransmission des vœux présidentiels. Annonçant l'événement dans *Le Figaro* du 26 décembre, Bruno Jeudy évoque, entres autres, le soin apporté au générique : « Ce sera du grand spectacle, dit-on, façon Guerre des étoiles. Sur fond de Marseille, les vœux télévisés devraient s'ouvrir avec un travelling sur la tour Eiffel revêtue, encore pour quelques heures, du bleu de l'Europe. L'image d'un drapeau tricolore surgira ensuite dans la bibliothèque de l'Élysée... » Un lieu qui « s'adaptera [...] parfaitement au format 16/9 des nouveaux écrans de télévision », observe Franck Louvrier, conseiller pour la communication de Nicolas Sarkozy, interrogé par Emmanuel Gailero pour *Tvmag.com* (26 décembre). Vivement la version 3D !

## L'ACTION FRANÇAISE

10 rue Croix-des-Petits-Champs  
75001 Paris  
Tél. : 01 40 39 92 06 - Fax : 01 40 26 31 63  
[www.actionfrancaise.net](http://www.actionfrancaise.net)  
[redaction@actionfrancaise.net](mailto:redaction@actionfrancaise.net)  
[secretariat@actionfrancaise.net](mailto:secretariat@actionfrancaise.net)  
[abonnements@actionfrancaise.net](mailto:abonnements@actionfrancaise.net)  
ISSN 1166-3286

Directeur de 1965 à 2007 : Pierre Pujo (\*)  
Directeur de la publication : M.G. Pujo  
Rédacteur en chef : Michel Fromentoux  
Politique :  
Guillaume Chatizel, Jean-Philippe Chauvin,  
Michel Fromentoux, Nicolas Hainaut,  
Stéphane Piolenc  
Étranger : Pascal Nari  
Économie : Henri Letigre  
Enseignement, famille, société :  
Stéphane Blanchonnet,  
Jean-Pierre Dickès, Michel Fromentoux,  
Aristide Leucate, Frédéric Wincler  
Culture :  
Monique Beaumont,  
Anne Bernet, Renaud Dourges, Gaël Fons,  
Norbert Multeau, Jean d'Omiac,  
François Roberday, Alain Waelkens  
Histoire :  
Yves Lenormand, Laure Margaillan,  
René Pillorget, Francis Venant  
Art de vivre : Pierre Chaumeil  
Chroniques :  
François Leger, Jean-Baptiste Morvan  
Médias : Denis About.  
Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost.  
Abonnements, publicité, promotion :  
Monique Lainé

## » TERRE INCONNUE

Reprenant une information du *Parisien*, le blog de Jean-marc Morandini se fait l'écho d'un projet soumis à *France 5* : « Intitulé "Tom Tom", ce programme serait une sorte de "Rendez-vous en terre inconnue", mais qui se déroulerait... en banlieue ! » Voilà qui en dit long sur l'incurie républicaine.

## » PARADOXE

« Paradoxalement, alors que la réforme de l'audiovisuel a pour objet de libérer la télévision de service public des contraintes de publicité, la recherche de ressources financières d'origine publicitaire avant 20 heures pourrait conduire à la suppression de la rediffusion » des journaux locaux de *France 3* : c'est l'inquiétude exprimée par Jean-Claude Boulard, maire PS du Mans, et Antoine Rufenacht, maire UMP du Havre, dans une lettre adressée au président de France Télévisions, citée par

l'AFP. « La CGT a dénoncé, selon l'agence, une décision "suicidaire", faisant valoir que c'est à ce deuxième horaire que les journaux locaux font leur meilleure audience. La direction a indiqué de son côté que les journaux locaux seront rallongés de quelques minutes et qu'ils bénéficieront d'une rediffusion dans le Soir 3. »

## » PUBLICITÉ

Le décret transcrivant le régime européen de la publicité télévisée a été publié au *Journal Officiel* le 24 décembre. À partir du 1<sup>er</sup> janvier, les grandes chaînes privées pourront diffuser chaque jour, en moyenne, neuf minutes de publicité à chaque heure, au lieu de six toutes les soixante minutes. Les plateaux seront autorisés à s'ouvrir au "placement de produits". En revanche, le parrainage des émissions par des entreprises ayant pour activité principale la fabrication ou la vente d'alcool ou de tabac est interdit.

## » SADDAM TV

*Orange Cinémax* diffusera à partir du 7 janvier une série britannique consacrée à Saddam Hussein : quatre épisodes de soixante minutes retraçant l'itinéraire du dictateur irakien depuis sa prise du pouvoir en 1979 jusqu'à son exécution en 2006. Tournée en 2007 en Tunisie, coproduite par la BBC et HBO Films, la série avait été diffusée sur *BBC Two* l'été dernier. Elle est « décrite par nos confrères de *Télé Loisirs* comme "une sorte de Parrain à la sauce orientale" », précise *Tvmag.com*.

## » PRÉCISION

Évincée par *TF1* qui lui avait préféré un concert, la messe de minuit célébrée par le pape a été diffusée par *KTO*, mais aussi par *LCI*, filiale à 100 % de la première chaîne hertzienne, ainsi que par *TMC*, dont *TF1* détient 40 % des parts. Une chaîne visible gratuitement dans tous les foyers recevant la TNT.

❑ RETOUR AU BERCAIL

# Sarkozy : Européen ou Français ?

La France est dirigée par un agité perpétuel, qui s'adresse à la nation à la façon d'un chef d'entreprise. De retour dans l'hexagone, il se sent à l'étroit mais garde un œil sur l'Europe, qui l'inspirera peut-être pour réformer l'organisation territoriale du pays. La vigilance s'impose.

Il nous faut rédiger ces lignes vingt-quatre heures avant le discours de vœux que doit prononcer le président de la République ce mercredi 31 décembre. Nous n'essaierons pas de deviner ce qu'il aura dit mais, en fait, les discours de Nicolas Sarkozy sont toujours les chefs-d'œuvre d'un bonimenteur habile à trouver les mots, souvent justes et marqués d'un grand bon sens, qui conviennent en toutes circonstances. Ce sont toutefois des propos d'un chef d'entreprise, d'un *manager*, comme on dit aujourd'hui, beaucoup plus soucieux d'arranger pour le mieux, et de façon toute rationnelle, les choses du moment, que d'inscrire son action dans la destinée d'une grande nation historique.



« Ce serait une folie que de construire l'Europe contre les nations. »

## Agitation

Cet agité perpétuel, travailleur effréné qui se lève tôt pour s'occuper de tout, est - non sans quelques qualités indéniables -, un pur produit de la démocratie. Sa frénésie d'activité le pousse à se lancer lui-même dans l'arène à tout moment au lieu de s'en tenir au vrai rôle d'un chef d'Etat qui est de garder, avec les institutions, la continuité et l'indépendance de la nation. D'ailleurs n'a-t-il pas en juillet dernier forcé les députés, même ceux de sa majorité, à amender une fois de plus la constitution bien fatiguée de la V<sup>e</sup> République pour la plier à sa volonté d'être présent partout ?

C'est pourquoi il ne faut pas s'attendre sur le seuil de la nouvelle année à ce que M. Sarkozy prononce des paroles exaltant la fierté d'être Français et le vouloir-vivre d'une nation en tant que telle dans un monde plus que jamais incertain. M. Sarkozy n'est pas un roi, nos pères ne connaissaient pas les siens, nos traditions ne sont pour lui que des tabous, seuls comptent l'efficace et le

rentable. On le voit bien, par exemple, dans le débat qu'il impose à la France pétrie de christianisme au sujet du travail le dimanche (pour "gagner plus...") et sur lequel il n'a opéré récemment qu'un recul tactique. On en reparlera en 2009.

## La cage élyséenne

À cela s'ajoute le fait que, président du Conseil européen ces six derniers mois, il va maintenant se sentir en cage à l'Élysée. Il a d'ores et déjà fait savoir qu'il garderait toujours un œil sur l'Europe, surtout en matière économique. Car, se voyant dans le peau d'un "président de l'Europe", il semble décidé à ne rien laisser passer à la présidence tchèque qui prend le relais ce 1<sup>er</sup> janvier.

De ces six mois de présidence française, les observateurs retiennent en général l'attitude particulièrement volontariste du président devant la crise russo-géorgienne, puis devant la crise financière et économique. L'initiative, point sotte, d'une Union

pour la Méditerranée, à laquelle l'Allemagne a mis bien des entraves, n'a pas encore donné ses preuves. Le "paquet" énergie climat nous semble avoir provoqué beaucoup de bruit pour rien. Quant au pacte européen pour l'immigration, il est passé, nous l'avons dit, à côté des vraies problèmes...

Le chancelier allemand, M<sup>me</sup> Angela Merkel, a mis du temps à s'habituer au "style" à tu et à toi de Nicolas et à la réunionite aiguë qu'il a instaurée. Elle n'a rien cédé sur le statut de la Banque centrale européenne, ni sur le droit des États de réduire les taux de TVA.

En revanche, renouant sans le savoir avec le jeu de bascule très capétien entre les Germains et les Saxons, M. Sarkozy semble s'être fort bien entendu avec l'Angleterre, pour laquelle, pourtant, l'Europe est fondée sur des opérations entre États avec alliances et contre-alliances.

De fait la personnalité de Nicolas Sarkozy ayant aisément éclipsé le fade José Manuel Bar-

roso, la Commission européenne ne sort pas grandie de ces six mois sarkoziens. Tant pis pour elle ! On relève des accents souverainistes dans la dernière intervention du président devant le Parlement européen le 16 décembre : « Ce serait une folie que de construire l'Europe contre les nations. » On se demande alors comment l'homme qui parle ainsi peut être le même que celui qui s'acharne à défendre son "mini-traité" de Lisbonne malgré les graves dangers qu'il comporte pour les souverainetés nationales, et qui harcèle effrontément les Irlandais et les Tchèques pour qu'ils y adhèrent.

Le rappel du droit des nations serait crédible dans la bouche d'un chef d'État revêtu d'une légitimité ancestrale, et c'est bien pour cela que dans les monarchies de l'Union européenne, la question de "l'Europe" est vue plus sereinement que chez nous : tant qu'une famille incarne la nation, celle-ci est assurée de son existence. Au lieu de quoi M. Sarkozy dresse l'éloge d'une Europe « fondée sur des États forts » devant « entraîner » les petits. D'où son attitude condescendante à l'égard de son successeur tchèque... Cette Europe unie sous la domination des plus forts est-elle une Europe de paix ? Apparaissent ici toutes les ambiguïtés d'une construction politique qui ne s'enracine pas dans le réel historique.

## Refaçonner le territoire français

Autre sujet majeur qui va prochainement revenir dans l'actualité : celui de l'organisation territoriale de la France. Dès ce dimanche 28 décembre, sans que nul ne lui ait rien demandé, M. Frédéric Lefebvre, porte-parole de l'UMP, a affirmé que la fusion département-région était « pour bientôt ». Aussitôt, fureur de M. Édouard Balladur, président

de la commission penchée sur cette réforme, et du sénateur UMP Gérard Longuet, membre de ladite commission ! Le malheureux a parlé trop tôt... Vérité officielle : rien n'est encore décidé et il ne faut « pas alimenter des procès d'intention ou des polémiques inutiles ». Il n'empêche que ce nouveau couac dans les allées du pouvoir a d'ores et déjà déclenché de vives réactions parmi les socialistes qui craignent de perdre des positions locales avantageuses. Électoratisme, quand tu nous tiens...

## Instruments technocratiques

Quoi qu'il en soit dans les arrières-cuisines politiques, ce qui se prépare pour nos provinces nous inquiète. Bien sûr nous ne sommes pas tentés de prendre la défense des départements, ces cadeaux de la Révolution destinés à étouffer la diversité culturelle du territoire français, mais les régions créées sur le tracé de ces départements regroupés arbitrairement sont tout aussi étrangères au pays réel français. Les régions, que d'ailleurs on parle de regrouper elles-mêmes en "grandes régions", sont aujourd'hui les instruments technocratiques du nivellement européiste. Ôter quelques échelons est nécessaire mais il ne faut pas priver les provinciaux de la proximité des services publics. Pourquoi ne pas revenir aux "pays" d'autrefois ?

Une réforme territoriale est une œuvre de longue haleine qui doit prendre en compte autant les traditions historiques, les besoins humains, les particularités du terrain que les mutations techniques modernes. La République sera-t-elle capable de mettre un peu d'humain dans ses calculs froids de compétences à définir, de budgets à équilibrer et de rendements à viser ? La mort tragique à l'hôpital en ces jours de Noël d'un bébé par suite d'une erreur de flacon commise par une infirmière débordée de travail, puis celle d'un patient n'ayant pu être réanimé par suite du manque de lits dans les établissements voisins montrent que les services publics et les collectivités locales qui les administrent ne sont pas toujours à la hauteur de leur mission.

MICHEL FROMENTOUX

## NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'AF

# Avez-vous pensé aux étrennes du journal ?

■ À l'approche du Nouvel An des amis généreux nous ont envoyé, comme chaque année, des étrennes pour le journal. Nous sommes conscients de l'effort que cela représente pour certains et leur disons toute notre reconnaissance.

Le total de la souscription arrive en cette fin d'année à 26 547 euros, il nous manque encore 3 500 euros pour couvrir nos dépenses de 2008.

À ceux de nos amis qui n'ont pas encore participé à l'opération "100 euros pour l'AF" et qui le

peuvent, disons qu'il n'est pas trop tard pour rejoindre les trente-cinq souscripteurs dont nous avons besoin encore.

Merci d'avance !

MARIELLE PUJO

\* Prière d'adresser vos dons à M<sup>me</sup> Geneviève Castelluccio, L'Action Française 2000, 10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

## LISTE N° 19

100 euros pour l'A.F. : Giovanni Castelluccio, 100 ; Philippe Castelluccio, 100 ; M<sup>me</sup> Monique Labadie, 100 ; M<sup>lle</sup> Corinne Schoch, 150 ; anonyme, 100 ; M<sup>lle</sup> Marie-Suzanne de Benque d'Agut, 100 ; anonyme, 100 ; Louis Pozzo di Borgo, 50 (2<sup>e</sup> versement), anonyme, 100.

Versements réguliers : Robert Thomas, (trois mois), 45,72 ; M<sup>me</sup> Yvonne Peyrerol 15,24 ; M<sup>lle</sup> Annie Paul, 15,24 ; M<sup>me</sup> Françoise Bedel-Giroud, 30,49 ; M<sup>me</sup> Henri Morfin, 32.

M<sup>me</sup> Yvonne Dakin, 50 ; M<sup>me</sup> Jeannine Maillac, 50 .

Total de cette liste : 1 138,69 €  
Listes précédentes : 25 408,22 €

Total : 26 547,01 €  
Total en francs : 174 136,97 F



» NAUNDORFF

Les survivantistes sont en deuil : Charles-Edmond de Bourbon, héritier de Karl-Wilhelm Naundorff qui prétendit être Louis XVII, s'est éteint le 21 décembre dans sa 80<sup>e</sup> année. Ses obsèques ont été célébrées le 30 décembre en l'église Saint-Nicolas du Char-donnet à Paris.

» VERSAILLES

Le prince Charles-Emmanuel de Bourbon Parme, qui avait demandé la fermeture de l'exposition Jeff Koons, a été débouté le 24 décembre. Il en a appelé en vain au Conseil d'État, alors que de telles manifestations pourraient se multiplier : évaluant à 500 000 le nombre de visiteurs, « Jean-Jacques Aillagon, le président de Versailles, en tire une conclusion : "Il faut, chaque année, accompagner ce patrimoine par des actions exceptionnelles. Il faut réalimenter l'intérêt du public en mettant en écho les œuvres du passé et celles du présent. Quand c'est réussi, quand il y a débat, c'est bon pour nous." » (Le Monde, 26 décembre)

» PATRIMOINE

Valeurs Actuelles a lancé un cri d'alarme le 18 décembre. Bruno de Cessole s'inquiète des menaces pesant sur les monuments historiques, les églises, et même les édifices les plus prestigieux : « La grande majorité de ces bâtiments appartient à des communes [...] pour lesquelles le montant d'éventuels travaux excède de beaucoup le budget. Particulièrement lorsque ces bâtiments ne sont pas protégés au titre des monuments historiques, ce qui est le cas des deux tiers des lieux de culte. Et même lorsqu'il s'agit d'édifices protégés [...] la situation reste préoccupante. Parmi les quatre-vingt-neuf cathédrales dépendant de l'État certaines [...] nécessitent des travaux à la fois considérables et urgents. Notamment, les cathédrales de Strasbourg, Chartres, Orléans, Rouen, Nantes, Bordeaux, Moulins et Bayonne. La fameuse tempête de 1999 a causé des dégâts qui sont loin d'être réparés... »

» MOSQUÉES

Le Figaro a publié le 22 décembre une enquête sur la construction des mosquées. Quelque cent cinquante projets seraient lancés « souvent marqués par le gigantisme », avec un soutien actif des maires : « Imperceptiblement, en cinq ans, les élus locaux sont passés de la prudence, voire de la méfiance envers l'islam, à l'adoubement. » Le financement serait assuré à 30 % par les pouvoirs publics, et près de 50 % par des fonds étrangers.

□ SOCIÉTÉ

# La "diversité" contre l'identité

Nicolas Sarkozy promet la "diversité" pour « faire face au défi du métissage », alors que c'est le métissage généralisé des peuples qui va conduire, sur le long terme, à la destruction de la diversité.

L'obamania ne semble pas près de s'estomper. Bien que l'engouement mondial suscité par l'entrée prochaine du candidat métis à la Maison Blanche ne soit pas intrinsèquement lié à la question de la diversité, journalistes et politiciens ne manquent pas en France pour tout confondre en un seul et même mouvement, dans un certain "sens de l'histoire"...

Critères sociaux

Le 4 décembre, Le Monde se faisait l'écho de revendications communautaires au sein même de l'UMP où certains réclamaient un "Grenelle de la diversité", les dirigeants du parti s'étant engagés à une meilleure représentation des "minorités visibles" après l'élection d'Obama (toujours !). Quant au président de la République, il s'est engagé dans la bataille le 17 décembre avec un discours ayant pour objet « l'égalité réelle des chances. »

Dès 2003, Nicolas Sarkozy avait marqué son intérêt pour une politique de discrimination "à l'américaine", c'est-à-dire fondée sur des critères ethniques et religieux. Le discours du 17 décembre dernier est venu "rassurer" la frange de l'opinion hostile à une forme d'"ethnisation" de la société française. Les mesures promises par le Président s'orientent vers la promotion d'une "diversité" fondée sur des critères sociaux, sans pour autant fermer la porte à une évolution vers une pratique plus "anglo-saxonne" si les résultats venaient à être insuffisants.



Cette pratique anglo-saxonne est déjà en germe dans le projet présidentiel puisqu'est prévue la création d'une "commission d'évaluation de la promotion de la diversité dans la vie politique française", ainsi que la fixation d'objectifs d'amélioration de la diversité à l'écran pour les chaînes de télévision. L'on voit mal sur quels critères, autres que purement ethniques et religieux, cette "diversité" à l'écran et au sein des partis politiques pourrait être évaluée. À cela s'ajoute la création du poste de "commissaire à la diversité et à l'égalité des chances", confié au Franco-Algérien Yazid Sabeg.

Cette recherche pathologique de la "diversité" est consubstantielle à la notion d'égalité. La République, qui jadis cherchait à gommer toutes les différences, est confrontée à une "panne" du système d'intégration à la fran-

çaise, alors que les migrations internationales ont pris une ampleur dramatique et provoquent l'arrivée massive de populations allochtones non indo-européennes. Celles-ci ne s'intègrent pas au sein de la population tout en se greffant, cependant, de manière durable sur le territoire national au sein de communautés qui ne sont pas représentées dans la vie politique française, ni dans les médias, représentation rendue impossible par les dogmes républicains qui éclatent sous le poids de leur propre incohérence.

Souhaiter un modèle où chacun soit représenté en fonction de son identité propre, c'est-à-dire de son appartenance communautaire, modèle vers lequel la France tend (en dépit des reculades sarkoziennes sur l'aspect ethnique de la diversité qui ont profondément déçu les associations communautaristes, le CRAN

en premier lieu), n'est pas une aberration en soi. Les critiques nationalistes adressées au système républicain se sont d'ailleurs régulièrement portées sur la problématique de la représentation, la République étant accusée d'offrir le pouvoir à une oligarchie et de priver le peuple de représentants réels. C'est ce que Maurras entendait pointer du doigt avec sa fameuse distinction entre "pays réel" et "pays légal".

Entre deux feux

Le problème est ailleurs et les nationalistes seront, à l'avenir, pris entre deux feux : d'une part, le combat traditionnel contre les élites "légales" qui ne représentent pas le pays ; d'autre part, la prise en compte du fait que le torrent migratoire ne peut que conduire à ce que des populations étrangères qui ne s'intègrent pas finissent par exiger des droits politiques réels. Or, leur identité appartient à un héritage différent du nôtre, et la "diversité" qu'entend promouvoir le Président est en totale contradiction avec ses promesses concernant "l'identité nationale". Autant il existe une profonde corrélation entre identité nationale et régionalisation, autant la "diversité" telle qu'elle se met en place est antinomique avec la volonté d'une partie de plus en plus grande de l'opinion publique de voir défendue l'identité française. Nicolas Sarkozy promet la "diversité" pour « faire face au défi du métissage », alors que, paradoxalement, c'est le métissage généralisé des peuples qui va conduire, sur le long terme, à la destruction de la diversité...

C'est cet éternel double discours, ce paradoxe permanent, cette duplicité consciente ou non qui est ressortie dans toute sa splendeur ces derniers jours. Mais, au fond, cela ne tient-il pas à la nature même de la République dite "française" ?

STÉPHANE PIOLENC

□ CULTURE GÉNÉRALE

# Nivellement intellectuel

Retour sur l'effarant projet de réforme des concours administratifs, censé servir l'efficacité et la "diversité". La République verse dans l'utilitarisme primaire : c'est un nouveau pas dans la "déculturnation" de la France.

« Quand j'entends parler de culture, je tire mon pistolet » disait Joseph Goebbels, ministre de la Propagande d'Hitler. Nous n'en sommes pas là dans la république de M. Sarkozy, mais la culture générale y est menacée de mort douce et programmée.

Le projet Santini

Éric Woerth, ministre du Budget, et André Santini, secrétaire d'État chargé de la Fonction publique, ont signé le 2 décembre avec Louis Schweitzer, président de la Halde, une charte pour promouvoir l'égalité dans la fonction

cette charte est « un engagement moral et concret » en faveur du recrutement d'enfants d'immigrés, de femmes, de "seniors" et de personnes handicapées. Elle sera à la disposition des 5,2 millions de fonctionnaires, en vue de « guider l'action des administrations et des agents qui les composent » selon le ministère.

La charte prévoit une série de mesures pour accroître l'égalité d'accès à la fonction publique, dont notamment : repenser les concours, en diminuant les épreuves de culture générale jugées discriminantes ; sensibiliser et former les jurys de concours et les responsables des ressources humaines à la question des dis-

criminations ; développer l'accès à la formation ; adapter les postes aux situations de handicap ; faciliter la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale.

Inepties

Le Figaro, journal qui se moque de la culture générale parce qu'elle n'est pas cotée en bourse, s'est réjoui des arguments stupides qui accompagnaient cette annonce, et lorsque le journaliste posait au secrétaire d'État une question sensée, il se contentait platement d'une réponse qui passait à côté du sujet : « - Ne craignez-vous pas que le niveau baisse ? - La question



reste celle de l'efficacité. À quoi nous sert d'avoir une épreuve d'histoire pour les pompiers ? »

André Santini, qui affirme rapporter « la volonté du président », souhaite « valoriser l'expérience, la compétence et moins les connaissances théoriques ». Étrange pour un concours de recrutement : les candidats n'ont pas d'expérience de la place puisqu'ils postulent, et que sont des compétences sans connaissances ? Et de revenir sur l'inutilité de connaître l'auteur de La Princesse de Clèves pour être fonctionnaire. À croire que Madame de La »

## SCANDALE

## Vertu républicaine à l'épreuve

**SOS Racisme et la FIDL : deux associations à but lucratif pour Julien Dray ? Retour sur l'itinéraire d'un politicien rattaché à l'aile gauche du Parti socialiste, mais néanmoins amateur de montres de luxe et autres gadgets bling bling...**

On croit manquer d'exemples illustratifs de la mutation des élites gauchistes des années soixante-dix vers ce que l'on appelle aujourd'hui la "gauche caviar" ; pourtant, ils sont légion.

## Paria de la gauche sociétale

Certes, on connaît les intellectuels de salon d'empire, tels les Gluksman ou BHL, qui dissertent gaiement autour d'un château Margaux sur le droit d'ingérence au Darfour ou l'opportunité du boycott des Jeux olympiques de Pékin. Mais il existe également, en politique, d'éminents disciples de l'esprit voltairien ("Faites ce que je dis mais pas ce que je fais"), philosophie très tendance à l'heure de la ploutocratie sarkozienne. C'est le cas d'une personnalité jusqu'alors peu connue sur la scène politico-médiatique française, à savoir Julien Dray.

Ce père de trois enfants, licencié d'histoire-géographie, titulaire d'un DEA de sciences économiques et enseignant de profession, est bien repéré par nombre d'observateurs comme étant l'instigateur du trostko-antiracisme, idéologie puante qui allie quelque dogmes du gauchisme soixante-huitard avec l'ordre moral ou, devrait-on dire, la *diktat* du métissage ethnique coercitif.

En bon étudiant utilitariste, il quitte en 1981 la LCR pour le PS et fonde en 1984, avec Harlem Désir, SOS Racisme dont il devient le vice-président. Apparenté à la gauche du Parti socialiste, il soutient paradoxalement les différents projets de construction européenne et vote "oui" au référendum proposant l'établissement d'un traité constitutionnel de l'Union européenne en 2005. Il refuse de rejoindre le NPS d'Arnaud Montebourg après l'échec de cette consultation, mouvement censé pourtant rallier tous les déçus du virage social-démocrate qu'emprunte le PS depuis 1984. Pour couronner cet exploit de déma-

gogie, Julien Dray entretiendrait des relations ambiguës avec la communauté juive dont il est issu, son frère ayant lui-même été le dirigeant de la milice du Betar...

On connaissait la relation amicale et le profond respect qui liaient Julien Dray et Nicolas Sarkozy malgré leurs divergences idéologiques. On en connaît aujourd'hui les causes, et ceci tient

n'ait pas délaissé l'austère Ségolène Royal pour rejoindre les rangs de l'éden élyséen où l'argent coule à flots sans tabou, établissant le centre du pouvoir républicain bien loin des réalités quotidiennes des Français durant la crise économique internationale.

Mais voilà, à moins d'être en possession d'un patrimoine personnel se chiffrant en centaines



en premier lieu à leur passion pathologique commune pour les montres et vêtements de luxe. Pour marquer sa différence, cet oligarque socialiste préfère aux Rolex du président *bling bling* les Patek Philippe et en abuse sans entrave jusqu'à atteindre des factures délirantes ! Selon *Le Canard Enchaîné*, il aurait dépensé plus de 200 000 euros en trois ans dans les horlogeries françaises et italiennes. Il ne dédaigne pas non plus les bijouteries Van Cleef et hôtels de luxe (facture de 6 356 euros pour un séjour dans une suite à Monaco). Enfin, il éprouve un petit faible pour la maison Hermès dont il est un client fidèle (facture de 4 100 euros) ainsi que pour Point Plume (3 950 euros). Le tableau est édifiant et l'on s'étonne à première vue que ce chachal de la politique

de milliers d'euros, un salaire mensuel de député s'élevant à 4 800 euros ne peut pallier les envies les plus folles de cet "acheteur compulsif". Il est ainsi permis de douter de la légalité des sommes perçues pour satisfaire ses pulsions consuméristes atypiques. La brigade financière qui a perquisitionné à son domicile le 19 décembre le soupçonne d'avoir perçu la somme cumulée de 351 027 euros dont les deux tiers proviendraient respectivement des comptes de SOS Racisme et de la Fédération indépendante démocratique lycéenne (FIDL). Un premier retrait en liquide de 90 350 euros aurait alerté le crédit coopératif qui gère les comptes des deux associations.

Par la suite, des mouvements de fonds de 135 505 euros auraient été détectés, provenant

des comptes de SOS Racisme et de la FIDL et ayant pour destinataire le compte de Julien Dray. Enfin, ce dernier aurait bénéficié d'un versement de 78 300 euros, somme cumulant divers dons de bienfaiteurs dont certains d'entre eux auraient obtenu des marchés publics par la généreuse et socialiste région Île-de-France dans laquelle Julien Dray occupe la place de vice-président du conseil en charge de la Jeunesse depuis mars 2002.

Bien entendu, nous nous devons de respecter la présomption d'innocence malgré l'averse des indices de preuves à charge qui s'ajoute à un passé entremêlé avec l'institution judiciaire : enquête classée sans suite en janvier 2000 concernant la provenance des fonds après l'achat d'une montre de luxe d'une valeur de 250 000 francs, et affaire des emplois fictifs et enrichissement personnel dans le scandale de la MNEF (Mutuelle nationale des étudiants de France).

## Maladie consumériste

On pourrait se demander en quoi ces associations vassales du grand souverain socialiste présentent un intérêt d'utilité publique. SOS Racisme, qui compose avec d'autres le paysage d'une France licratisée, vouée à la concurrence des *lobbys* identitaires primaires, connaît un essor sans précédent de son fonds de commerce antiraciste à la sauce fascisante. Bien loin de se soucier des conditions de vie des classes défavorisées de banlieue, elle voue un culte bestial à la diatribe sans-papieriste de Cachan au nom de la belle utopie du "citoyen du monde".

Ainsi, toute cette stratégie marketing qui draine des sommes se chiffrant en centaines de milliers d'euros devait bien servir son instigateur initial, à savoir Julien Dray qui ose donner des leçons d'humanité et de protection sociale aux tenants du libéralisme atlantiste ! On est bien loin de l'idée de vertu politique qui animait la pensée de Platon dans *La République*, mais il faudra pardonner ce pauvre Julien Dray car les psychiatres qualifient sa maladie consumériste d'incurable, de quoi légitimer de nouveaux pillages politiques ! Affaire à suivre...

ANTOINE MELLIES

## SIGNES DES TEMPS

## » PARITÉ

« Nous autres, on a moins le droit à l'erreur » estime Valérie Pécresse. Pourtant, de Ségolène Royal à Rama Yade, en passant par Roselyne Bachelot et Rachida Dati, le droit à l'erreur semble globalement être une vertu tolérée chez les femmes politiques.

## » SENTIMENT

Pour Éric Besson, secrétaire d'État à la Prospective, « le sentiment d'inflation est supérieur à l'inflation réelle ». Il faut croire que l'ancien socialiste a été inspiré par les propos de Lionel Jospin sur « le sentiment d'insécurité ». Il n'y a finalement que le sentiment d'être pris pour des idiots qui soit bien réel...

## » HALALI

Toujours aussi zélés, les médias ont lancé la curée contre Rachida Dati et Rama Yade. Ces deux fusibles suffiront-ils à faire oublier l'écart entre les promesses de Nicolas Sarkozy et la réalité de son action ?

## » FÉODALITÉ

Il a fallu des siècles pour que « les États assurent partout la sécurité des citoyens ». Et on inverse tranquillement la tendance : en Europe, on compte 367 policiers pour 100 000 habitants et 237 agents de sécurité privés. C'est l'inversion du sens de l'Histoire...

GUILLAUME CHATIZEL

## » MÉMOIRE COURTE

Alors que la grâce de Jean-Charles Marchiani suscite la polémique, on se remémore avec amusement ces propos de Nicolas Sarkozy : « Si [...] je devais avoir des responsabilités, l'une des premières choses que je ferais, c'est de supprimer le droit de grâce et l'amnistie. » (8 juin 2006) Faut-il condamner ce revirement ? Le chef de l'État se doit de disposer de quelques pouvoirs discrétionnaires...

## » DÉCRETS

Selon un rapport du Sénat, cinquante-six lois ont été votées au cours de l'année parlementaires écoulée. « Sur ce total, on dénombre dix-neuf lois d'application directe et trente-sept lois prescrivant un suivi réglementaire. [...] Sept lois avaient reçu l'intégralité de leurs textes d'application [...] ; seize étaient partiellement applicables, à des taux variant entre 3 et 80 %. » Des "performances" modestes dans l'absolu, mais qui ne traduiraient pas d'insuffisance propre au gouvernement actuel.

GÉRARD BEDEL

»»» Fayette a valu jadis un zéro au jeune Sarkozy ! On va chasser toute culture humaniste des concours administratifs, on va dresser les examinateurs à tenir compte de la "diversité". « La révolution culturelle est donc lancée » dit *Le Figaro* du 2 décembre qui semble s'en féliciter. Et c'est *Le Monde des livres* de ce même 2 décembre qui fait la leçon à M. Santini : « Lui est-il jamais venu à l'idée que l'on pouvait aussi, éventuellement, tirer les gens vers le haut, puisque vers le bas la télévision s'en charge déjà ? Consternant. » Les pompiers et les agents de police n'ont pas besoin d'un minimum de connais-

sances historiques ? « Est-il normal que tant de gens (chauffeurs de taxi, gardiens de la paix, fonctionnaires de la RATP, etc.) soient handicapés lorsqu'ils cherchent une rue sur un plan parce qu'ils n'ont aucune idée de la manière dont s'écrit un nom historique pour n'en avoir jamais entendu parler ? »

## Modernité ?

Des fonctionnaires n'ayant reçu qu'une formation strictement technique après un bac plus qu'insuffisant seront des exécutants dociles qu'on pourra former et recycler à volonté, mais qu'on nous

permette de douter de leur qualité. Et si la culture disparaît des concours, le peu qui en reste dans l'enseignement secondaire ne tardera pas à s'évaporer totalement.

La classe dirigeante de la République a toujours réussi à se situer sottement à la pointe du progrès : elle a entassé ses électeurs dans des tours quand les Américains installaient dans leurs bureaux et préféraient vivre dans des maisons individuelles, elle donne dans un utilitarisme primaire et forcené quand les États-Unis redécouvrent les vertus de la culture générale. Si on disait à l'Éducation nationale que les futurs médecins doivent

avoir des épreuves portant sur les grands romans des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, on y rirait de ce passéisme culturel. C'est pourtant ce qu'on fait outre-Atlantique depuis quelques temps : on a compris que l'humanisme donnait le sens de l'humain, et, en élargissant le champ de vision du spécialiste, renforçait son efficacité professionnelle. La République découvrirait cela dans vingt ans après avoir fait de la France un désert culturel, et prescrira la lecture des romans... anglo-saxons. Il faudrait avant mettre un terme à ce régime barbare.

» PRÉSIDENT TCHÈQUE

« Énergie, économie, Europe dans le monde » : telles sont les priorités affichées par la République tchèque, qui prend la suite de la France à la tête de l'Union européenne le 1<sup>er</sup> janvier. « Sur le premier point, rapporte Euractiv (18 décembre), les Tchèques décident en fait d'appuyer une initiative présentée par la Commission européenne le 3 décembre dernier. C'est en effet à cette date que Bruxelles a publié une communication sur un partenariat oriental, qui aboutira notamment à "une nouvelle génération d'accords d'association, un fort degré d'intégration dans l'économie de l'UE et l'assouplissement des formalités pour les citoyens souhaitant se rendre dans l'UE". » Six pays sont visés : Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, Moldavie, Ukraine. Ce partenariat pourrait équilibrer l'Union pour la Méditerranée soutenue par la France...  
Alexandr Vondra, vice-Premier ministre, compare la présidence tchèque à « un match de football dont personne n'attend rien » : « Il n'y a pas tellement d'attentes, et c'est peut-être un point de départ confortable. »  
Confronté aux inquiétudes suscitées par l'euro-scepticisme du président Vaclav Klaus, alors que son pays est le seul État membre de l'UE à ne pas s'être prononcé sur la ratification du traité de Lisbonne, il s'insurge contre les donneurs de leçons : « Ce n'est pas à vous, ou à d'autres, de nous dire ce que nous devons faire. »  
Le 9 décembre, la chambre des députés tchèque avait décidé de renvoyer au 9 février 2009 l'examen du traité, et ce conformément au souhait du Premier ministre Mirek Topolánek, dont le parti est divisé. Accusé par Jean Quatremer de « prendre en otage » un texte qu'il avait pourtant négocié, il espérait obtenir une "trêve" avec une partie de la classe politique pour les six mois à venir (Coulisses de Bruxelles, 9 décembre).

» ÉGLISES

En visite en Arabie saoudite le 23 décembre, Hans-Gert Pötinger, président du Parlement européen, a appelé « les gouvernements arabes à autoriser la construction d'églises dans leurs pays de la même manière que des mosquées peuvent être construites en Europe ». Selon l'AFP, il « a souligné qu'il avait pu assister à une messe catholique durant sa visite à Mascate, mais [que] cela n'était [pas] possible en Arabie saoudite... » L'Europe a-t-elle retrouvé ses racines chrétiennes ?

G.D.

□ BELGIQUE

# L'homme qui ne voulait pas...

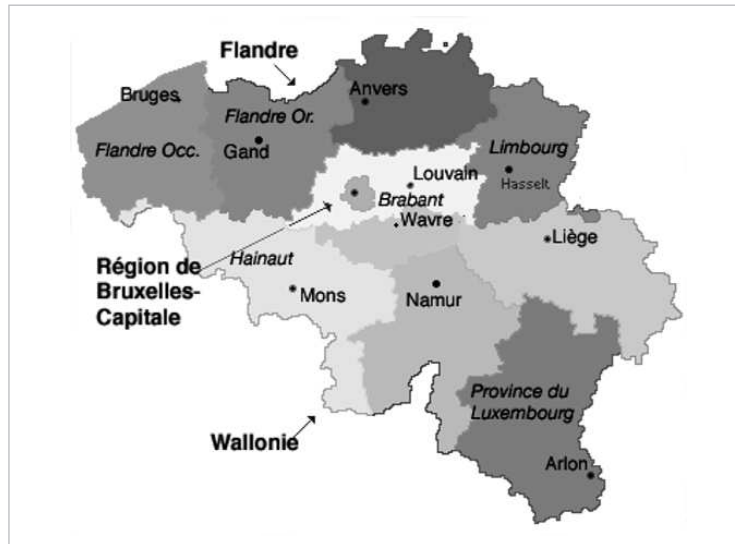
**Herman Van Rompuy a peu de goût pour les feux de la rampe. Soumis à une obligation morale, il succède pourtant à Yves Leterme, qui chute sur le dossier financier, le seul où il avait témoigné d'une certaine maîtrise.**

Un roi affaibli, une démocratie absolutiste, une crise financière se superposant à l'écartèlement institutionnel, tout pouvait faire croire au naufrage de la Belgique. Le Premier ministre Yves Leterme fut un intermittent du (triste) spectacle politique. Quatre fois il offrit sa démission au roi. La quatrième fut la bonne. Paradoxalement il chute sur le dossier financier, le seul où il avait témoigné d'une certaine maîtrise. Dans un incroyable imbroglio politico-judiciaire, il est accusé d'avoir voulu influencer la Justice dans l'affaire Fortis-Paribas.

**Albert sur les pas de Baudouin**

Un Belge n'y retrouve pas ses petits... Qui lui trouver pour successeur ? C'est là que les Romains s'empoignèrent. Entendez les partis politiques. Chacun y alla de son exclusive. Le roi consulta. Devant les grilles de Laeken, les journalistes, caméras en faction, guettaient les arrivants, s'efforçaient d'extorquer un mot, un sourire, une moue, donnant lieu à d'innombrables exégèses.

Le roi différa d'un jour l'enregistrement de son discours de Noël. Il évoqua une nécessaire réforme des institutions conduisant à une plus grande auto-



nomie des régions. C'était de quoi amadouer la Flandre... Et l'on continua à échafauder les scénarios les plus variés. Après avoir suspendu sa décision, le roi, à la veille de Noël, accepta la démission du gouvernement Leterme. La voie était libre et.. personne pour s'y engager.

Il est de notoriété publique que le roi désigne comme informateur ou comme formateur celui que lui suggèrent les partis. En particulier, en l'occurrence, celui du Premier ministre démissionnaire, le CDNV (démocrate-chrétien). Ce fut effectivement un social-chrétien que le monarque désigna comme "explora-

teur". Mais celui-là, personne ne lui avait soufflé le nom et la surprise fut entière. Il s'agissait de Wilfried Martens. À 62 ans, il dirigea neuf gouvernements entre 1979 et 1991 à l'époque où son parti, appelé ZVP (devenu CDNV) faisait la pluie et le beau temps.

C'est un homme du plat pays, fils de paysans de Sleidinge aux environs de Gand. Il fit partie de ces jeunes gens qui entrent dans la vie "l'injure à la bouche". Il organisa des manifestations contre le Pavillon français à l'Exposition universelle de 1958. Intelligent, il s'assagit sans pour autant oublier sa sensibilité flamande. Il

fut le père du "fédéralisme d'union" dont il sut convaincre le roi Baudouin d'en défendre le principe.

En rappelant Wilfried Martens, Albert II, comme en d'autres circonstances, a mis ses pas dans ceux de son frère défunt. Sans doute le choix n'était-il pas mauvais car, après quelques jours, Wilfried Martens trouva l'oiseau rare. Celui dont le plumage et le ramage sont censés plaire ou, tout au moins, ne pas déplaire.

Dire qu'il le trouva n'est pas tout à fait exact. Le nom d'Herman Van Rompuy circulait sur toutes les lèvres. Déjà, du temps où Yves Leterme était encore aux affaires, mais Van Rompuy, président de la Chambre, jurait ses grands dieux que jamais il n'accepterait de devenir Premier ministre. Le mérite de Wilfried Martens fut de l'y obliger moralement.

**Le consensus, ou presque**

Actuellement, il paraît seul à rallier le consensus de tous... ou presque. Pourtant les francophones savent qu'Herman Van Rompuy nourrit des convictions flamandes très enracinées.

Ce qui sauve à leurs yeux ce bachelier en philosophie thomiste, c'est une longue expérience du pouvoir (il fut vice-Premier ministre) alliée au sens de l'humour et à celui du compromis. L'un aide l'autre... Homme-clef de la démocratie-chrétienne, se situant au centre-droit, Herman Van Rompuy, intellectuel introverti, a peu de goût pour les feux de la rampe. Voici donc ce Mère Joseph poussé à devenir Richelieu. C'est un pari. Pour lui et pour la Belgique.

CHARLES-HENRI BRIGNAC

□ VATICAN

# Appel de Benoît XVI à la paix...

**Le matin de Noël, le pape a prononcé des paroles brûlantes d'actualité. Un discours qu'aucun politicien ne saurait prononcer sérieusement.**



et femme, il s'agit de la foi dans le Créateur et de l'écoute du langage de la création, dont le mépris serait une autodestruction de l'homme et donc une destruction de l'œuvre de Dieu lui-même. Ce qu'on exprime souvent et ce qu'on entend par le terme "gender", se résout en définitive dans l'auto-émancipation de l'homme par rapport à la création et au Créateur. L'homme veut se con-

struire tout seul et décider toujours et exclusivement seul de ce qui le concerne. Mais de cette manière, il vit contre la vérité, il vit contre l'Esprit créateur. Les forêts tropicales méritent, en effet, notre protection, mais l'homme ne la mérite pas moins en tant que créature, dans laquelle est inscrit un message qui ne signifie pas la contradiction de notre liberté, mais sa condi-

tion. » Et de rappeler que le Créateur lui-même a institué et sacralisé le lien pour la vie entre un homme et une femme comme condition de la pérennité de la Création.

Il est grave qu'au même moment notre pays la France, fille aînée de l'Église, ait présenté à l'ONU, par la voix de Mme Rama Yade s'appuyant sur la déclaration des Droits de l'Homme, un appel universel à la dépenalisation de l'homosexualité. Texte qui, plus qu'un appel au respect des personnes, risque, selon le Vatican, « d'ajouter de nouvelles catégories protégées des discriminations sans tenir compte que, si elles sont adoptées, elles créeront de nouvelles et implacables discriminations ».

Il n'est pas sûr que la "culture de mort" ait le dernier mot : un bon tiers de la planète, dont les pays musulmans, approuvent la position du Vatican.

M.F.

## ❑ QUÉBEC

# Les partis face à la crise

Les élections anticipées au Québec le 8 décembre : un pari à demi réussi pour le Premier ministre Jean Charest. Le Parti libéral obtient enfin une majorité, mais l'opposition représentée par le Parti québécois se trouve renforcée.

Il y a quelques semaines, M. Jean Charest, chef du Parti libéral du Québec, à la tête d'un gouvernement minoritaire depuis moins de deux ans<sup>1</sup>, décidait de déclencher des élections anticipées dans le but d'obtenir un gouvernement majoritaire.

## Coalition

Il désirait ainsi profiter de la situation économique mondiale troublée, justifiant, à ses yeux, un gouvernement fort et non soumis aux aléas des oppositions constituées par l'Action démocratique du Québec et le Parti québécois. Il entendait bien tirer parti également de la faiblesse de ces deux partis, dont la situation financière et organisationnelle n'était pas encore rétablie après les élections de 2007. Les sondages paraissaient très favorables et Jean Charest se voyait déjà à la tête d'une majorité confortable. Sa campagne "Téflo" se déroulait bien : on annonçait une chute dramatique pour le premier parti d'opposition officielle, l'Action démocratique, et M<sup>me</sup> Pauline Marois, chef du Parti québécois, semblait ballottée entre ses propres positions souverainistes molles et les "purs et durs" du parti. Comme il l'avait prévu, son insistance sur les problèmes économiques sonnait bien dans la conjoncture actuelle.

Mais pendant ce temps le psychodrame permanent à Ottawa arrivait tout d'un coup à son paroxysme. Comme suite à la présentation d'un énoncé économique assez provocateur par le ministre des Finances (suppression des subventions aux partis politiques, retrait du droit de grève aux fonctionnaires fédéraux), les partis d'opposition se concentraient rapidement et mettaient sur pied une coalition assez détonante afin de remplacer ou renverser le Parti conservateur minoritaire au pouvoir. Elle regroupait le Parti libé-



L'Assemblée nationale du Québec

ral du Canada (centre gauche, par rapport au Parti conservateur), le Nouveau Parti démocratique (gauche) et le Bloc québécois (souverainiste). Tout ceci fut assez surprenant pour tous, classe politique et citoyens compris.

## Coup d'État ?

M. Stephen Harper, le Premier ministre, réagit violemment et "péta même une coche" comme on dit ici. Il cria au « coup d'État » et à la « menace séparatiste ». Un responsable du parti appela même à la résistance civile... Après quelques jours de flottement, il proposa au gouverneur général, M<sup>me</sup> Michaëlle Jean, pour au moins gagner du temps, que la session parlementaire soit prorogée, ce qui repoussait vers la fin du mois de janvier le vote crucial sur le discours du budget. Ceci lui permettait d'échapper à court terme à un vote de censure et lui laissait espérer un éventuel effritement de la coalition (le nouveau chef du Parti libéral du Canada, nommé sur ces entrefaites, lui étant réputé moins favorable que son prédécesseur)<sup>2</sup>.

Tout cela eut des conséquences notables sur la campagne

électorale québécoise. D'une part, ces tribulations faisaient en quelque sorte la promotion des gouvernements majoritaires, ce qui était bon pour M. Jean Charest, mais, d'autre part, les insultes et outrages, qui fusaient de partout au Canada anglais et chez les conservateurs contre les députés du Bloc québécois et les Québécois en général, provoquaient un ressac au Québec, même chez les souverainistes mous, ce qui finit par profiter au Parti québécois. De plus, cela provoqua une polarisation qui fut fatale à l'Action démocratique et dont profitèrent le Parti libéral et le Parti québécois qui s'en partagèrent les dépouilles.

## Jean Charest a failli trébucher

Au soir des élections, le Parti libéral de M. Jean Charest se retrouvait bien majoritaire ainsi qu'il l'avait souhaité, mais beaucoup moins fort qu'il ne l'aurait espéré. Sa majorité n'était que de trois sièges<sup>3</sup> et l'opposition, maintenant représentée par le Parti québécois, sortait considérablement renforcée par l'épreuve (M<sup>me</sup> Pauline Marois, qui avait bien paru lors du débat à la télévision, se

trouvait grandie par ce résultat quasi inespéré). L'Action démocratique se retrouvait très affaiblie, presque moribonde, ayant perdu de très nombreux sièges et son implantation dans plusieurs régions. Elle gardait toutefois un pourcentage de voix qui lui permettait peut-être d'envisager sa survie (son chef, M. Mario Dumont, démissionnait quelques jours plus tard). Le petit parti de gauche, Québec solidaire, qui n'avait jamais obtenu de siège jusqu'ici, réussissait, cette fois, à faire élire son président à Montréal. Certains observateurs faisaient remarquer que si la campagne avait duré quelques jours de plus M. Jean Charest se serait retrouvé encore une fois minoritaire...

## Outrances

Le *Quebec bashing*<sup>4</sup> du Canada anglais et des conservateurs a donné plus qu'un coup de pouce au Parti québécois, il a failli faire trébucher M. Jean Charest. On peut ainsi constater que, paradoxalement, M. Stephen Harper a bien aidé le Parti québécois avec ses propos outranciers allant jusqu'à laisser entendre que les députés du Bloc québécois, largement majoritaires dans la députation québécoise à Ottawa, n'étaient pas des vrais députés mais des fauteurs de trouble séparatistes à éliminer. Il n'est pas impossible, par ailleurs, que la situation économique mondiale ait été fatale pour l'Action démocratique, dont les idées souvent ultralibérales paraissaient tout d'un coup moins séduisantes aux Québécois qui voyaient, pour une fois, d'un meilleur œil les tendances interventionnistes (réelles ou imaginées...) du Parti québécois.

HENRI RALLON

- 1 - Lors de l'élection en 2007 : 48 sièges pour le Parti libéral du Québec (centre), 41 pour l'Action démocratique du Québec (droite), 36 pour le Parti québécois (souverainiste).
- 2 - Mais peut-être était-ce dû au fait qu'auparavant il n'en était pas le chef.
- 3 - 66 sièges pour le Parti libéral, 51 pour le Parti québécois, 7 pour l'Action démocratique, 1 pour Québec Solidaire.
- 4 - Expression anglaise désignant les campagnes d'opprobre et de salissage qui reviennent de temps à autre contre le Québec.

## Médias complices de l'islamisme

Suite à la diffusion, après les vœux de Noël de la reine Elizabeth et ceux du pape Benoît XVI, par la chaîne anglaise Channel 4, des vœux du président iranien Ahmadinejad, notre ami Chahpour Sadlet, président du Mémorial des Rois (BP 523, 75825 Paris cedex 17), a publié un communiqué pour dénoncer le caractère blasphématoire d'une telle diffusion :

« Cette tribune exceptionnelle, écrit-il notamment, accordée miraculeusement au président terroriste néorobespierriériste Ahmadinejad illustre une fois de plus le degré de compromission des médias et des pouvoirs politiques occidentaux à l'égard d'un régime islamiste que ces derniers ont eux-mêmes créé ex nihilo en 1979 par la promotion d'un obscur ayatollah, alors totalement inconnu en Occident plus encore qu'en Iran, hôte et imprécateur extraordinairement surmédiatisé de Neauphle-le-Château. [...] Nul doute qu'au contraire de ce qu'a affirmé dans son discours télévisé de Noël l'usurpateur islamiste au pouvoir en Iran, si Jésus devait ressusciter aujourd'hui, il ne s'enrôlerait nullement dans les rangs des combattants djihadistes islamo-révolutionnaires inféodés au régime des ayatollahs, mais qu'il serait persécuté et martyrisé dans les geôles sordides de la Ripoublique islamique d'Iran, accusé de prosélytisme religieux chrétien, si ce n'est d'espionnage au profit de la Judée, en attendant une seconde crucifixion, châtement d'un autre âge existant hic et nunc dans le code pénal islamique instauré en Iran par l'ayatollah Khomeini en 1979. »

M. Sadlet termine en appelant les chrétiens du monde entier à exprimer leur indignation et à se souvenir que, depuis la funeste révolution islamiste de 1979, les chrétiens d'Iran ont vu leurs droits régresser considérablement par rapport au temps du shah Mohammad Reza Pahlavi. ■

## » NOUVELLE EUROPE ?

« Plus rien ne sera comme avant » en Europe, avait déclaré Jean-Pierre Jouyet le 17 octobre. S'emballant un peu, l'ancien secrétaire d'État aux Affaires européennes (remplacé depuis peu par Bruno Le Maire) affirme même que « l'Europe est passée de l'influence à la puissance » sous l'impulsion de Nicolas Sarkozy (*Libération*, 20 décembre). En tout cas, profitant d'institutions relativement malléables, le président de la République a réaffirmé la dimension intergouvernementale de l'Union. Au point que Jean

Quatremer le considère désormais comme un gaulliste (*Couillises de Bruxelles*, 17 décembre). Interpellant le chef de l'État lors d'une conférence de presse le 16 décembre, où il lui reprochait de dessiner une Europe trop éloignée du modèle communautaire, le journaliste a obtenu une réponse pleine de bon sens : « C'est une folie de vouloir construire l'Europe contre les nations et contre les États. »

## » BRICOLAGE

Parmi les motifs avancés pour expliquer l'échec du référendum irlandais sur le

traité de Lisbonne : le refus des électeurs de ne plus être représentés en permanence au sein de la Commission. Cette préoccupation aurait concerné 6 % des "nonistes" selon une enquête publiée le 20 juin par l'Eurobaromètre. Ce motif d'opposition au traité était d'autant plus discutable qu'en l'absence de sa ratification, le traité de Nice prévoyait de toute façon l'instauration d'une rotation égalitaire à compter du prochain élargissement.

Quoi qu'il en soit, la promesse que chaque pays gardera son commissaire devrait aider à "vendre" un second référendum

aux Irlandais. Ceux-ci seront pourtant appelés à s'exprimer sur un texte inchangé : le moindre amendement supposerait de reprendre à zéro le processus de ratification dans l'ensemble des États membres de l'Union. On relève certes dans les traités révisés par Lisbonne une ambiguïté quant à la composition de la Commission. Mais pour parer au risque de se voir désavouer par la cour de Luxembourg, les Vingt-Sept envisagent d'entériner leur accord en ajoutant une clause *ad hoc* dans le traité d'adhésion de la Croatie, dont la ratification pourrait intervenir en 2010. Un

traité qui devrait contenir une seconde "incongruité", de façon à "légaliser" la composition du Parlement européen pour la prochaine législature. En effet, à l'issue du Conseil européen des 11 et 12 décembre, l'Espagne a obtenu de ses partenaires une application anticipée du traité de Lisbonne... sauf pour l'Allemagne, qui aurait été la seule à perdre des représentants après le scrutin de juin prochain. Ces rafistolages ne vont pas faciliter la tâche des juristes. Peut-être y verra-t-on une réaffirmation timide du primat du Conseil européen ?

G.D.

Les ouvrages consacrés au conflit israélo-palestinien ne se comptent plus. Celui dû à Hassan Balawi <sup>1</sup> offre une caractéristique assez rare : l'auteur est à la fois acteur et chroniqueur. « *Je suis un enfant de l'OLP. Mon père fut l'un de ses fondateurs, ma mère y participa.* » Avec sobriété, il se définit comme un nationaliste palestinien : « *Dans mes rêves, dans ma chair, la Palestine est ma patrie.* »

**Les rêves de chacun**

Mais avec intelligence, il confesse les limites du discours. Il prend en compte le rêve israélien. Chacun a son histoire, sa version des faits, ses valeurs, ses symboles. Sans aucunement se renier, il nous entraîne « *dans les coulisses du Mouvement national palestinien* ». Il le connaît de l'intérieur pour avoir été à Gaza durant dix-sept ans journaliste avant de rejoindre à Paris la délégation générale de Palestine. Actuellement, il est attaché à la mission palestinienne à l'Unesco et réside à Jérusalem.

Son livre est une radioscopie de ce que fut le système Arafat. Il nous fait découvrir l'histoire secrète de l'OLP. En exergue, il établit une distinction fondamentale : l'OLP est un mouvement politique en lutte pour une terre, celle de Palestine ; le Hamas et les islamistes confondent l'exigence territoriale et la religion. Pour eux, la Palestine, toute la Palestine est *waqf* ; soit un domaine public qui est possession de l'Oumma, l'ensemble des musulmans. Toute concession sur la terre équivaldrait à un reniement religieux.

PROCHE-ORIENT

**Une histoire secrète de l'OLP**

À la fois acteur et chroniqueur, Hassan Balawi signe une radioscopie du Mouvement national palestinien, revenant sur le "système Arafat" et son débordement par le Hamas, facilité par Israël pour son propre malheur.



Yasser Arafat n'était pas corrompu... Mais il savait corrompre !

Tout ce qui pourrait être envisageable serait une trêve de durée indéterminée. Les pragmatiques y songent, Hassan Balawi, Gazaoui d'origine, retrace l'histoire de Gaza déjà désignée comme une cité maudite dans la Bible hébraïque. En hébreu moderne l'expression "Va au diable !" se dit communément "Va à Gaza !" ; en hébreu on s'exclame : "Va boire la mer à Gaza !" C'est à partir de 1948 que la ville, où la vie était douce et l'effervescence culturelle certaine, devint l'épicentre de révoltes et le foyer des fièvres palestiniennes. L'Égypte,

présente, n'annexa ni la ville ni la bande de sable qui la prolongeait. Cela à l'encontre de la Jordanie s'adjoignant la Cisjordanie.

Balawi brosse le tableau des mouvements et des idéologies qui irriguent, divisent, déchirent le mouvement palestinien et la région. Nationalistes arabes, communistes et Frères musulmans occupent la scène. Une histoire de convergences et d'affrontements, de révoltes et de répressions, de dissidences et de complots.

En toile de fond, le personnage de Nasser joue le rôle emblématique de fédérateur des

admiration et des haines. Le mouvement palestinien va se trouver son propre Raïs, Yasser Arafat. Le portrait qu'en trace Balawi est riche d'enseignements et fait la part des choses : « *Davantage le leader d'un peuple qu'un homme d'État.* »

**La dernière carte**

À partir de ce constat il démonte les rouages du système. On a beaucoup reproché à Arafat d'être corrompu. À tort. En revanche, il s'appuyait sur la corruption des autres. Il cultivait l'opacité et couvrait les malversations. Seule comptait l'efficacité au service de la cause. Il fallait pour cela avoir plusieurs fers au feu, souffler le chaud et le froid. Il faisait jeter quelques chefs du Hamas en prison pour les libérer peu de jours plus tard et négocier avec eux. Il craignait de laisser la rue palestinienne au Hamas. Mais il s'est laissé déborder par lui et les attentats suicides. Lorsqu'il lança des appels au cessez-le-feu, ceux qui auraient pu relayer ses ordres avaient été assassinés par Israël. Ariel Sharon a réussi à mettre hors jeu son vieil adversaire. Il avait convaincu George W. Bush qu'Ara-



fat était "notre Ben Laden". Tragique méprise qui se retourne contre les Israéliens.

En face d'eux, ils trouvent désormais un interlocuteur de bonne volonté mais sans autorité, Mahmoud Abbas. Contesté dans son propre camp, il n'est pas en position de "faire la paix". La dernière carte pourrait être Marwan Barghouti. Sa détention lui a forgé une légitimité. Mais en est-il encore temps ? Le Hamas a emporté les élections et conquis le pouvoir à Gaza. Entre les deux Palestine, celle de Gaza et celle de Ramallah, l'écart s'est creusé. L'anathème fleurit. L'une et l'autre s'ostracisent. Hassan Balawi prêche pour une OLP réunifiée. La réanimation du processus de paix est à ce prix. On le lui accorde. Mais est-ce réaliste ? Il est permis d'en douter. N'est-ce pas Alphonse Allais qui avait coutume de proférer et de prophétiser : « *Les choses s'arrangent toujours, mais mal* » ?

CHARLES-HENRI BRIGNAC

<sup>1</sup> - Hassan Balawi : Gaza - Dans les coulisses du Mouvement national palestinien. Denoël, 203 p., 16 euros.

On sait que Barack Obama a été élu sur l'air du changement, chanson que nous connaissons bien puisqu'on nous la sert à chaque élection. En fait plus fortes sont les promesses d'innovation, plus faibles sont les changements effectifs. Il est à craindre qu'il en aille de même aux États-Unis. En effet, Obama a choisi la majorité de ses collaborateurs parmi les anciens qui ont servi Clinton, à commencer par son épouse dont la nomination comme secrétaire au Département d'État a été saluée avec joie à Tel Aviv et à Jérusalem.

**La paix du monde compromise**

Parmi les premières nominations on en relève trois particulièrement inquiétantes pour la paix du monde. Rahm Emanuel, surnommé "Rambo", est le fils d'un ancien terroriste de l'Irgoun. Son père a à son actif, entre autres exploits, l'assassinat du comte Bernadotte, représentant de l'ONU en Palestine, et du colonel français André Serot, observateur militaire à l'ONU, le 17 septembre 1948. Wikipedia a supprimé la notice biographique de ce terroriste, une semaine après la nomination de son fils comme directeur de cabinet d'Obama.

Benyamin Emanuel a donné le prénom de Rahm à son fils, écrit Emmanuel Ratier dans *Faits et*

ÉTATS-UNIS

**L'inquiétant entourage de Barack Obama**

La politique étrangère du nouveau président américain marquera-t-elle une rupture après l'ère républicaine ? Rien n'est moins sûr. La plupart des collaborateurs que s'est choisis Barack Obama ont partie liée avec Israël... Revue de quelques nominations significatives.



Un sioniste aux commandes de la Maison Blanche

Rahm Emanuel, surnommé "Rambo", sera le directeur de cabinet du président Obama

Documents du 15 novembre 2008, en souvenir d'un combattant du groupe terroriste Lenmi. Le jeune Rahm n'a pris la nationalité américaine qu'à dix-huit ans. Il s'est engagé dans l'armée israélienne lors de la première guerre du Golfe. Selon plusieurs sources publiques mais non confirmées par l'intéressé, il appartiendrait en fait à Amal, le service de rensei-

gnement militaire de Tsahal. Fanatiquement pro-israélien, il a toujours soutenu les propositions de George W. Bush quant à l'Irak et à l'Iran. Son père a confié à Maariv [journal israélien NDLR] : « *Évidemment que le travail de mon fils sera d'influencer le président dans un sens pro-israélien. Et pourquoi pas ? Vous le prenez pour qui ? Pour un Arabe ? Il n'est*

pas embauché à la Maison-Blanche pour balayer les couloirs quand même ! »

Voilà le personnage qu'Obama a choisi comme directeur de cabinet. Ce sera la personne la plus importante après le président. Il aura plus de poids que le vice-président Joe Biden.

**Même combat**

À côté de Rahm Emanuel, on trouve David Axelrod, autre sioniste de choc. C'est un stratège en matière électorale. Il a réussi à faire élire un certain nombre d'hommes politiques noirs avant de se mettre au service d'Obama. On lui doit, entre autres, la multiplication des blogs sur Internet en faveur du candidat démocrate et surtout la constitution d'un fichier détaillé de 170 millions de sympathisants... Et aussi le slogan « *Yes, we can* », qui ne veut rien dire mais qui est un merveilleux attrape-gogo, et l'axe de la campagne présidentielle qui insiste sur « *l'espoir* » et la volonté

de « *changement* » : ni démocrate, ni républicain, ni noir, ni blanc, mais multiculturel.

Pour s'occuper de la politique proche-orientale, Obama avait songé à s'appuyer sur Zbigniew Brzezinski, fondateur de la commission Trilatérale, ancien conseiller de Carter et mondialiste avéré, ainsi que sur Robert Malley, ancien conseiller de Clinton lors de Camp David. Mais ces deux hommes sont considérés par les sionistes comme trop proches des Palestiniens.

Obama, comme Sarkozy lorsqu'il voulut placer Hubert Védrine au Quai d'Orsay, a dû reculer devant les lobbies. Il s'appuie désormais sur des hommes comme Aaron David Miller du Washington Institute for Near East Policy, Dan Kurtzer, ancien ambassadeur américain en Israël et Dennis Ross qui fut l'envoyé spécial de Bill Clinton au Proche-Orient, qui, selon diverses sources, se serait employé à saboter les négociations [entre les Israéliens et les Palestiniens NDLR]. Il a été aussi »»»



## LA BANDE DE GAZA À FEU ET À SANG

# « L'horizon s'assombrit au Proche-Orient »

**Harcelé par le Hamas, dont les tirs de roquettes avaient atteint une intensité inédite, Israël se devait de réagir. Confronté au mécontentement de l'opinion publique, à l'approche des élections, et dans un contexte international qui lui est très favorable, l'État hébreu riposte avec une extrême fermeté.**

Dans son traditionnel message de Noël, le pape s'était exprimé avec une rare franchise sur la situation au Proche-Orient et sur la crise israélo-palestinienne : « *L'horizon s'assombrit* » avait-il dit. La diplomatie vaticane est habituellement considérée comme une des mieux informées. Totalement impartiale, sans visées politiques ni mercantiles, servie par des hommes choisis pour leur compétence et leur connaissance du terrain, elle est également respectée, y compris dans les pays d'Islam.

### Une crise devenue inévitable

Les phrases souvent courtes et bien pesées des papes, et de Benoît XVI en l'occurrence, se réfèrent donc à des données et des informations précises, exprimant des points de vue pertinents sur le plan diplomatique, sont parfois prémonitoires. La très grave crise qui vient de s'ouvrir au Proche-Orient - Véritable nouvelle guerre israélo-palestinienne ? - vient, hélas, de lui donner raison. Très rapidement.

Depuis le 6 décembre et la fin de la trêve de six mois péniblement négociée par les Égyptiens, le Hamas avait repris ses tirs de missiles sur le territoire israélien, et ce malgré les mises en garde du Caire, de l'Autorité palestinienne et du monde arabe. L'objectif officiel déclaré était la levée totale du blocus imposé par l'État hébreu à Gaza, ce petit territoire ghettoisé avec la plus grande densité de population dans le monde, gouverné par suite d'un coup de force islamiste, opéré en grande partie grâce à l'aide financière et militaire de Téhéran.

Cette fois, les tirs étaient d'une intensité exceptionnelle (jusqu'à quatre-vingts par jour) et portés loin à l'intérieur du territoire israélien, puisque le Hamas possède désormais des "lanceurs" à portée étendue fournis récemment par les ayatollahs. Le Hamas cherchait incontestablement une crise, l'État hébreu ne pou-

vant pas ne pas riposter. Mais malgré les déclarations fermes des dirigeants israéliens et les avertissements des uns et des autres, l'ampleur de la riposte a totalement surpris les islamistes et la communauté internationale.

lamiste absurde et impitoyable et des représailles israéliennes d'une rare dureté, semble terrible. Ce n'est pas la mince aide humanitaire envoyée par les ONG, la Croix-Rouge et même les Israéliens, qui va pouvoir y rem-

miste d'un Nétanyahou, les sondages prévoyant sa victoire, les deux ailes du pouvoir actuel, les travaillistes du ministre de la Défense Ehud Barak, et le Kadima de Tzipi Livni devaient frapper fort : ils désarment ainsi le Li-

*Les Israéliens vont-ils se lancer dans des opérations terrestres ? Le Proche et le Moyen-Orient pourraient alors s'embraser.*



Ce lundi matin, au moment où nous écrivons, le territoire sous contrôle du Hamas, se trouve depuis plus de quarante-huit heures sous un déluge de feu. Plus de trois cent vingt cibles ont été atteintes et souvent totalement détruites. Israël a impitoyablement frappé tous les centres militaires et administratifs et les postes de commandement du Hamas. Il y aurait eu à 18 heures dimanche soir entre quatre-vingt-cinq morts. On en dénombrait trois cent cinquante lundi matin, et plus de mille cinq cents blessés. Le Hamas, en suivant la tactique des islamistes, tire ses roquettes à partir des habitations privées, des écoles et même, semble-t-il, des hôpitaux, espérant que de tels lieux seraient épargnés par Tshal.

Tant en raison de la densité de la population que de la détermination des Israéliens "d'en finir", cela ne semble pas avoir été le cas cette fois-ci. Les dégâts collatéraux sont donc immenses et la souffrance de la population, victime d'un régime is-

dier. Les habitants de Gaza n'ont même pas la possibilité d'enterrer leurs morts tant le feu est intense.

### Explications politiques

Pourquoi cette réaction réellement disproportionnée de l'État hébreu ? Trois explications pourraient être avancées. D'abord, le vrai sentiment de mécontentement qui règne dans la population israélienne, toutes tendances confondues, face aux attaques du Hamas. Les Israéliens oublient souvent que l'impuissance et la mauvaise volonté de leur gouvernement à résoudre le problème palestinien, le sabotage quasi permanent des pourparlers de paix, et par voie de conséquence la frustration et le désespoir des Palestiniens, sont à l'origine de cette situation. Ils exigent, ils exigent, que l'on mette fin à ces tirs de roquettes. Or, Israël est en campagne électorale. Face au discours extrême-

koud, privé de son principal argument, Nétanyahou saluant leur fermeté...

Le contexte international est favorable à l'État hébreu. L'administration américaine est dans l'incapacité d'agir avant la prise en main des affaires par le nouveau président, lequel est supposé moins favorable à Israël. Quant à l'Europe, elle n'en a jamais été aussi proche depuis des années : ne vient-elle pas d'inaugurer des négociations pour un "partenariat privilégié" avec l'État hébreu ? Les pays arabes se sont montrés, une fois de plus,

divisés et impuissants. Beaucoup parmi leurs dirigeants, souhaiteraient se débarrasser ainsi du Hamas. Ils prononcent des déclarations d'indignation, laissent s'organiser des manifestations de rue et... ne font rien. Même la réunion des ministres des Affaires étrangères de la Ligue arabe, convoquée pour le dimanche, a été renvoyée à mardi. D'ici là, on verra comment se dérouleront les combats, on tâtera les grandes capitales... et on finira par publier un communiqué de protestation. Un de plus. Les Israéliens, provoqués par le Hamas, ont donc trouvé une bonne "fenêtre de tir". Ils en profitent un peu trop, car leur riposte est disproportionnée.

### Une autre hypothèse

Derrière le Hamas, comme derrière le Hezbollah au Liban, on trouve le régime iranien, qui l'arme, le finance, et lui fournit "aide technique" et instructeurs militaires. Téhéran se prépare à un grand marchandage avec la nouvelle administration américaine sur ses armes nucléaires en préparation. Un certain apaisement en Palestine et une attitude plus modérée du Hezbollah au Liban constituent sa principale monnaie d'échange. Les ayatollahs envoient-ils la situation à l'extrême pour en tirer profit ? L'hypothèse n'est pas à exclure et ne contredit pas les explications précédentes. On voit, une fois de plus que le conflit de Gaza n'est pas isolé et ne peut être traité que dans le cadre régional.

L'horizon est sombre en effet. On ne voit pas comment la crise va prendre fin. Seule l'Égypte, à son habitude, tente une médiation et apporte de l'aide aux milliers de réfugiés qui fuient la bande de Gaza. Si la tension perdure et si les Israéliens se lancent dans des opérations terrestres, le Proche et le Moyen-Orient pourrissent s'embraser. Avec les conséquences que l'on devine. Affaire à suivre.

PASCAL NARI

### SAMUEL HUNTINGTON

**Le décès le soir de Noël à quatre-vingt-deux ans de Samuel Huntington n'a pas fait couler beaucoup d'encre, alors que sa théorie du "choc des civilisations" avait connu un grand succès il y a à peine quelques années. Nous n'y avons jamais adhéré.**

Elle avait pourtant paru devoir expliquer les grands conflits de notre temps : désormais les regroupements internationaux se réaliseraient non plus autour des États, mais autour de grands courants de pensée ou de religions et l'on aurait des affrontements de modèles plus que des affrontements d'intérêts. La "guerre froide" entre communisme et libéralisme en fut un cas, mais aussi selon certains, comme le président Bush..., l'attentat du 11 Septembre. On allait donc voir se battre des grands blocs fondés sur des "valeurs" contre des blocs fondés

sur des "valeurs" opposées. Il nous a toujours paru que derrière ce langage quasi prophétique se cachaient des intérêts occultes ; le rôle du pétrole dans la guerre d'Irak au nom de l'anti-islamisme en est un exemple. Derrière islamisme et anti-islamisme opèrent des impérialismes, contre lesquels les nations, fondées sur des enracinements concrets, sur une expérience humaine et politique avérée, sur le sens de la mesure et une sagesse ancestrale, doivent se dresser pour sauvegarder la paix du monde, garder la liberté de leurs alliances en fonction de leurs intérêts et, au besoin, jouer sur les divisions entre les éléments des prétendus blocs afin de barrer la route aux plus fanatiques illuminés. La paix et la protection des héritages spirituels eux-mêmes reposent plus sur des relations libres et justes entre nations que sur des "guerres saintes" bien-pensantes et pas toujours pures.

M.F.

»»» l'un des onze rédacteurs d'un manifeste dirigé par deux néoconservateurs, « *manifeste tellement violent et excessif qu'il avait provoqué l'inquiétude et l'indignation des intellectuels démocrates* » (*Faits et Documents*).

Terminons avec Emmanuel Rattier en signalant ce qu'écrit Julien Vaïsse, chercheur français de la Brookings Institution et auteur d'une toute récente *Histoire du néoconservatisme aux États-Unis* : « *Les démocrates sont plus proches des républicains que des Européens.* » Il n'y a rien qui sépare fondamentalement ces deux

partis, surtout en ce qui concerne le Proche-Orient. Tous ont partie liée avec Israël et sa politique belliqueuse. Tous veulent la guerre comme Roosevelt en 1941. Cela risque d'être pour eux la seule façon de sortir de la crise économique dans laquelle s'enfoncent les États-Unis.

### Diversité ?

Daniel Bensimon, ancien journaliste du *Haaretz* et candidat du parti Havoda aux élections israéliennes du 10 février prochain, disait récemment sur une radio

juive qu'il avait pleine confiance dans la politique d'Obama puisque ses dix conseillers les plus proches étaient tous juifs et que certains, comme Rahm Emanuel, avaient la nationalité américaine et la nationalité israélienne.

C'est sans doute ce qu'on appelle la diversité et cela donne froid dans le dos lorsque l'on voit comment les Israéliens traitent actuellement les Palestiniens de Gaza, avec la complicité des grandes puissances et le discret soutien d'Obama.

YVES LENORMAND

MARIE-CLAUDE MONCHAUX

**Légende de l'enfance du Christ**

Équilatéral - 46 p. - 14 euros

L'on ne dit plus « *joyeux Noël !* » mais « *bonnes fêtes !* » ; trouver une Nativité en carte de vœux devient impossible, certains hystériques menacent de poursuites judiciaires le commerçant qui s'avise de faire entendre en musique de fond « *Il est né, le divin enfant* ». Tout cela au nom de la laïcité, du respect de "l'autre", lequel, en général, n'aurait pas l'idée, si on ne la lui suggérait, de vous reprocher de célébrer vos fêtes religieuses. L'édition n'échappe pas au phénomène. Si elle ne laisserait pour rien au monde passer le 25 décembre sans le marquer, en raison du chiffre d'affaires, elle travaille à le rendre le plus neutre possible sur le plan spirituel.

*Légende de l'enfance du Christ* de Marie-Claude Monchaux est un ravissant petit album de format italien orné de délicieuses illustrations. Le chaland se laisse volontiers séduire. Il s'agit de l'adaptation à l'intention des plus jeunes d'un apocryphe, « *évangile arabe de l'Enfance* » ou « *évangile arménien* ». Comme tous les apocryphes, et Dieu sait si la Légende dorée et la Tradition n'ont pas hésité à y recourir, il abonde en merveilleux et prétend combler les vides des Livres canoniques. En l'occurrence les années passées par la Sainte Famille en Égypte. L'ennui étant que la manière de les combler n'est pas catholique ; ce n'est pas pour rien que l'Église a écarté ces textes. L'enfant Jésus de ces historiettes se révèle imbu de lui-même, revanchard, méchant, étalant ses pouvoirs, foudroyant de sa puissance ses petits camarades, manquant à ses maîtres : humain, trop humain, et la paume vous démanche de lui allonger la gifle qu'il mérite. Il n'est pas le Fils de Dieu qui s'est fait homme en toutes choses excepté le péché. Tant s'en faut ! Et cela, c'est quand même très ennuyeux...

ANNE BERNET

\* *Équilatéral* : 13 rue Édouard Charton 78000 Versailles. Commandes : 14 euros l'unité plus 2 euros de port. 36 euros les trois.

□ BIOGRAPHIE

**Redécouvrir Bertrand de Jouvenel**

**Un universitaire retrace la vie de ce personnage trop méconnu, vilipendé pour les ambiguïtés de son comportement sous l'Occupation. Il manqua à cet autodidacte une structure intellectuelle solide, qui lui aurait évité de se fourvoyer dans un certain nombre d'impasses.**

Olivier Dard, professeur d'histoire contemporaine à l'université Paul Verlaine de Metz, vient de consacrer un gros volume (525 pages) à Bertrand de Jouvenel<sup>1</sup>. Ma première réaction, je dois l'avouer, fut l'étonnement. Je connaissais ce personnage par son maître-livre *Du Pouvoir* que j'ai lu il y a, hélas, fort longtemps, mais je n'en savais guère plus sur lui. Après avoir lu l'ouvrage d'Olivier Dard qui m'a passionné, j'ai compris ce qui avait pu conduire un universitaire à lui consacrer cette intelligente biographie.

**Une vie contrastée**

Bertrand de Jouvenel, né le 31 octobre 1903, mort le 1<sup>er</sup> mars 1987, a traversé pratiquement tout le XX<sup>e</sup> siècle, si l'on veut bien considérer que celui-ci a commencé le 1<sup>er</sup> août 1914 et s'est achevé à la chute du mur de Berlin. Rien que de plus banal, dirait-on, sauf que notre homme, né dans une grande famille, était doué et brillant et qu'il a été lié à quantité de gens connus ou appelés à le devenir comme Colette, la deuxième épouse de son père qui a raconté leurs amours dans *Le Blé en herbe*, Valois, Abetz, Doriot, Drieu la Rochelle, le comte de Paris, Mendès-France, Hayek, Kissinger, Raymond Aron et bien d'autres.

Ce brillant jeune homme a manqué malheureusement de structures. C'est ainsi qu'au départ il a épousé les idées du radicalisme, espérant naïvement qu'avec d'autres jeunes comme lui, ils arriveraient à rénover ce vieux parti qu'André Siegfried, me semble-t-il, définissait parfaitement en disant que « *les radicaux étaient comme les radis : rouges à l'extérieur, blancs à l'intérieur, toujours près de l'assiette au beurre* ». Dans ces conditions, comment renouveler un mouvement dont l'anticléricalisme, l'affairisme et les copinades maçonniques étaient les seuls ressorts ?

Journaliste et essayiste, Bertrand de Jouvenel fut rapidement déçu par Édouard Daladier, le "tau-

reau du Vaucluse", en qui il avait mis beaucoup d'espoir. Il semble avoir alors placé ses espérances dans le colonel de la Rocque mais un entretien de ce dernier réalisé pour *Paris Soir* en novembre 1935 l'en détache, le chef des Croix de Feu n'admettant pas la critique. Il se tourne donc vers le fascisme qu'il associait « *à la jeunesse et à la régénération par le sport, notamment l'athlétisme* », ce qui semble un peu court. Plus sérieusement, cette idéologie lui

sembla une méthode pour sortir de la crise, en même temps qu'un mouvement porteur de valeurs. Il se lia alors à Jean Luchaire et à Otto Abetz. Par la suite, il adhéra au PPF dès sa création. Ces liaisons dangereuses ainsi que le fameux entretien qu'il obtint d'Hitler le 21 février 1936 s'expliquent probablement par son pacifisme foncier et par le fait que, très jeune, il avait été séduit par l'idée européenne. N'avait-il pas publié chez Valois *Vers les États-Unis d'Europe* au début des années trente ? Comment faire l'Europe sans l'Allemagne ? Mais ses liens anciens avec les dirigeants tchèques, dont sa mère était une amie passionnée, l'amènent à critiquer Munich. Il démissionne alors du comité directeur du PPF.

Après la défaite de 1940, Bertrand de Jouvenel retrouva son vieil ami, Otto Abetz. Il eut alors l'apparence du collaborateur mondain. Bref, son idéologie européenne l'amena à la limite de ce qui aurait été acceptable, si l'on ne savait que, sous couvert de collaboration, il fournissait, en fait, des renseignements politiques aux services d'espionnage dépendant de Vichy. En effet, comme il l'écrit avec bon sens dans son *Journal mixte* : « *Ce qu'il y a de plus sérieux en France, ce sont les hommes qui sont restés à leurs postes, ont protégé les leurs et défendu des positions françaises. Ceux-là constituaient les vrais résistants. À Londres et à Alger on ne trouvait trop sou-*

vent que des braillards qui ne luttaient pas contre les Allemands mais contre des Français. »

En septembre 1943, sentant le danger de sa position, Bertrand de Jouvenel s'en alla en Suisse. Il en profita pour approfondir ses réflexions, puisque *Du Pouvoir* est le prolongement d'un article publié par la *Revue Suisse Contemporaine* de Robert de Traz en 1943. Le sous-titre du livre est *Histoire naturelle de sa croissance*. « *C'est un produit de la guerre* » qui par-

qu'à sa mort. Il prit aussi parti en faveur de la Fédération d'André Voisin, en partie parce que ce mouvement prônait la décentralisation et la défense des identités locales. Il se rapprocha un moment du Centre national des Indépendants et s'agrégea à la société du Mont-Pèlerin.

À la fin de sa vie, sa grande occupation fut de créer et de faire vivre *Les Futuribles*, revue où avec ses anciens amis des années trente, il s'efforça de rendre possible un avenir qu'il estimait souhaitable. Ce fut à ce moment-là que Bertrand de Jouvenel combattit en faveur d'une écologie politique. Il se lia au Club de Rome, ce qui ne l'empêcha pas de critiquer le rapport Meadows, préconisant l'arrêt de la croissance, pour son malthusianisme.

**Chasse aux sorcières**

Ses dernières années furent assombries par les attaques dont il fut l'objet en raison de son attitude avant et pendant la guerre. Il fut pris à partie par des chasseurs de sorcières, comme Pascal Ory dans son livre *Les Collaborateurs* en 1977, et l'Israélien Zeev Sternhell dans *Ni droite, ni gauche* qui semblait bien préoccupé par les défaillances plus ou moins imaginaires de ce vieillard. L'affaire se termina par un procès gagné par Bertrand de Jouvenel en première instance. « *La disparition [de Bertrand de Jouvenel] empêcha tout nouveau procès, mais Zeev Sternhell n'a jamais désarmé. Cette polémique ne [fut] pas indifférente au relatif ostracisme dans lequel [sont tombées] en France (mais non aux États-Unis) les œuvres de Bertrand de Jouvenel au lendemain de sa mort jusqu'à la réédition récente d'Arcadie en 2002.* »

En conclusion, on peut se demander si Bertrand de Jouvenel ne fut pas un touche-à-tout habile à saisir les idées en vogue et à les organiser en les faisant siennes, ce qui n'est pas sans mérite. Il manqua cependant à cet autodidacte une structure intellectuelle solide que l'école maurrassienne aurait pu lui donner. Cela lui aurait évité de se fourvoyer dans un certain nombre d'impasses : le radicalisme, le fascisme, l'europhisme, l'américanisme... Telles sont les réflexions que l'on peut émettre après la lecture de ce livre sérieux, vivant, agréable à lire et plein de renseignements sur une époque qu'Olivier Dard maîtrise admirablement, en partie grâce à ses travaux antérieurs.

YVES LENORMAND

\* Olivier Dard : Bertrand de Jouvenel. Perrin, 525 pages, 25 euros.



taut de la constatation que la modernité n'a pas fait disparaître les conflits ; au contraire, elle les a multipliés et accentués. Bertrand de Jouvenel en chercha la cause, il pensa la trouver dans la croissance de l'État.

**Auteur désenchanté**

Sans entrer dans l'analyse du livre, fort bien menée par Olivier Dard, signalons une excellente réflexion de son auteur. Autrefois le roi était autre, maintenant que le peuple est monté sur le trône, on prétend qu'il est tout. En fait, il n'est roi que le jour de l'élection. Et encore, ajouterons-nous, car il est trompé et désinformé par les grands médias qui sont à la solde des groupes de pression et des puissances d'argent. La relecture critique de ce livre serait fort utile aujourd'hui. L'ouvrage eut un grand succès non seulement en France, mais aussi en Italie, en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Bertrand de Jouvenel acquit la stature d'un philosophe politique de poids. Il devint plus connu à l'étranger qu'en France, où son livre *De la souveraineté* eut plus de succès que chez nous.

Après la guerre, il se rapprocha du comte de Paris. Il retrouva autour du Prince : Gabriel Marcel, François Sentein, Pierre Boutang, Roger Nimier, Antoine Blondin, Jean Loisy, Michel de Saint Pierre.... Il lui resta fidèle jus-

**L'ACTION FRANÇAISE** TARIF DES ABONNEMENTS (paraît les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> jeudis de chaque mois)

- 1. Premier abonnement France (un an) ..... 76 €
- 2. Premier abonnement Étranger (un an) ..... 85 €
- 3. Abonnement ordinaire (un an) ..... 125 €
- 4. Abonnement de six mois ..... 70 €
- 5. Abonnement de soutien (un an) ..... 150 €
- 6. Étudiants, ecclésiastiques, chômeurs (un an) ..... 60 €
- 7. Outre-mer (un an) ..... 135 €
- 8. Étranger (un an) ..... 150 €

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Tél. .... Courriel .....

Entourez le numéro correspondant à votre abonnement

Bulletin à retourner à L'Action Française 2000  
10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris - C.C.P. Paris 1 248 85 A

❑ LES 400 ANS DU QUÉBEC

# Antoine Laumet dit Lamothe-Cadillac

Arrivé en Amérique à vingt-cinq ans, Antoine Laumet (1658-1730) y mena une vie d'aventurier controversé, sa réussite lui créant autant d'amis que d'ennemis. Il fut le fondateur du fort Pontchartrain, à l'origine de la ville de Détroit, dont une célèbre firme automobile porte toujours son nom d'emprunt : Cadillac.

levèrent le siège et battirent en retraite vers le Massachusetts, perdant plusieurs navires à cause des intempéries ; l'un d'eux se fracassa contre les rochers d'Anticosti, et plus d'une cinquantaine de marins anglais périrent dans les eaux. » 2

## Développer la Louisiane

Il fit fortune en trois ans, suivant un parcours exceptionnel facilité par ses trafics malhonnêtes... Mais il échoua dans sa mission auprès des tribus, ainsi que dans la création d'une colonie à Détroit où existait déjà un fort. Les tribus se déchiraient, et lui suspectait de multiples complots... Confronté à un véritable réquisitoire, il fut mis à l'épreuve en étant nommé gouverneur de la pauvre terre de Louisiane, immense de vingt et un États aujourd'hui. Il fut étonné du vice et de la malhonnêteté qui y régnaient, curieuse ironie ! Il était pourtant ingénieux et chercha, à travers ses intérêts, à développer son territoire en cherchant de nouvelles richesses. En compagnie de Bienville (voir encadré), aventurier lui aussi et ancien officier des troupes de Marine, ils parcourut la rivière Rouge, la rivière Ouachita, la vallée de l'Ohio, et explorera une partie du Texas.

FRÉDÉRIC WINKLER

1 - Robert Pico : Cadillac, l'homme qui fonda Detroit.  
2 - Ibidem.

## LE MOYNE DE BIENVILLE

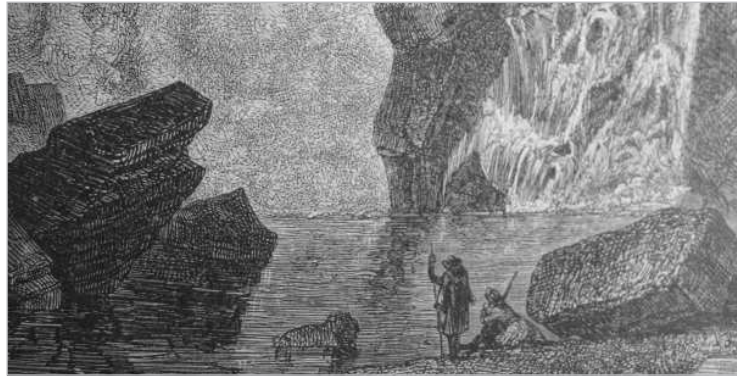
Le Moyne de Bienville, frère d'Iberville, était apprécié pour sa politique envers les tribus de Louisiane, à l'opposé des brutalités britanniques qui se retournaient contre leurs auteurs en 1715. Avec Louis Juchereau de Saint-Denis, il fonda le fort de Natchitoches sur la rivière Rouge et établit des relations commerciales avec les indiens du Texas, dont Louis connaissait toutes les langues. Henri Servien observe que les Français étaient différents, mais qu'un point commun ressortait : cette toile d'alliances avec les tribus indiennes, tissée au fil de l'histoire et du parcours des aventuriers, explorateurs, trappeurs, colons et soldats. Partout les liens se sont créés et les Français marquèrent d'une durable amitié l'esprit des guerriers indiens.

F.W.

C'est un personnage qui ne fait pas l'unanimité, un aventurier qui, en servant la France, s'est bien servi aussi ! Est-il le seul ? Arrivé en Acadie, il s'autoproclama officier avec un nouveau nom, et croyait en ses mensonges... Un temps corsaire, il écuma les côtes anglaises avec Guion, dont il épousa la nièce.

## Expédition punitive

Il participa en juillet 1687, avec le marquis de Denonville, à l'expédition contre les Tsonnotouans. « Revenant de ma mission d'information, je fus aussitôt enrôlé dans cette expédition punitive avec François Hertel, Maricourt et son frère Pierre Le Moyne d'Iberville, trois coureurs des bois particulièrement bien entraînés et combattifs. Après de brèves mais rudes escarmouches, nous boutâmes les Anglais hors des forts et humiliâmes à jamais une bande d'Iroquois, les surprenant une nuit dans un campement : les uns, assis sur un ployant, s'accompagnaient languissamment sur un théorbe désaccordé et chantaient des



Dans les baies de l'île d'Orléans

chants d'amour ou dansaient des sarabandes, les autres badinaient, batifolaient ou se lutinaient entre eux, le genou cagneux enserré dans des rondes de rubans, vautés çà et là, cul à l'air, dans l'avoine de leurs chevaux ! » 1

Nommé capitaine, il obtint le commandement du fort de Michillimakinac, dans l'Ouest. Aux côtés du gouverneur Frontenac, il participa à la défense de Québec contre l'invasion britannique de Phips : « Des soldats à pied attaquèrent par vagues successives, tentant d'ébranler les montures des palissades ou de les escala-

der ; ceux qui parvenaient à passer étaient cloués à coups de flèche ou de lance, dépecés en trois coups de couteau et jetés en morceaux aux chiens indiens qui attendaient leur pitance... Le lendemain, nos assauts furent encore plus efficaces, mettant hors de combat deux navires et cinq ou six chaloupes. Phips et Walley furent contraints d'interrompre momentanément leurs tirs, et de s'aller réfugier dans les baies de l'île d'Orléans pour réparer leurs bâtiments endommagés. Puis, peut-être par manque d'outillage ou de techniciens compétents, ils

❑ CETTE ANNÉE-LÀ

# 1564 : Le tour de France de Charles IX

Catherine de Médicis entraîne le jeune monarque dans un vaste périple. Entreprise téméraire par les temps qui couraient, mais ô combien appréciée par le peuple des régions traversées !

Cette année-là, la quatrième de son règne, Charles IX, quatorze ans, mais déjà majeur, apprenait encore son métier de roi sous la direction de sa mère, Catherine de Médicis, veuve d'Henri II (1519-1559), femme courageuse, parfois trop sûre d'elle mais dont la tâche était effroyable puisqu'il fallait garder dans l'unité un royaume déchiré entre catholiques et protestants, ou plutôt entre le farouche parti des Guise et celui, non moins farouche, des Bourbons. Le jeune Charles ne devait de régner qu'à la mort à seize ans, après dix-sept mois de règne, de son aîné François II (1560-1561), le pâle mari de la tragique Marie Stuart.

Cette année 1564, donc, alors que depuis un an le fragile traité d'Amboise assurait dans le pays une relative accalmie, Catherine décida de faire voyager le jeune roi et son petit frère Alexandre-Édouard, duc d'Orléans (futur Henri III), treize ans. Entreprise téméraire par les temps qui couraient, épuisante pour les voyageurs (mais Catherine était infatigable !), éprouvante pour les finances, mais ô combien appréciée par le peuple des régions traver-

sées ! On partit de Fontainebleau le 13 mars. Le chatoyant cortège de plus de 2 000 personnes, dont la garde royale et les cavaliers, et de plus de 10 000 chevaux, tirant carrosses, litières, coches et chariots portant meubles et malles, regroupait les princes, les dignitaires, les panetiers, les échansons, les écuyers, etc. et des nuées de laquais. Des cardinaux faisaient route avec toute leur cour de clercs. Le chancelier Michel de L'Hospital, partisan de la tolérance à tout prix, était aussi du voyage.

## Le Jour de l'An

On ne s'attarda pas à Sens, où avaient été exterminés trop de huguenots. À Troyes, le jeune roi édifia les bourgeois par sa piété en lavant le Jeudi saint les pieds de treize petits pauvres. De Châlons, on partit pour Bar-le-Duc saluer Claude, duchesse de Lorraine, fille de Catherine, et son fils premier né dont Charles fut le parrain. Ensuite, par Chaumont et Langres, on entra dans Dijon, tout acquise aux Guise. À Mâcon, vint se joindre au voyage Jeanne d'Albret, reine de Navarre, protes-



Charles IX vers 1566

tante enragée, avec son fils Henri de Bourbon (futur Henri IV), onze ans. Le 13 juin, à Lyon, l'accueil fut digne mais Catherine et le chancelier de L'Hospital s'évertuèrent à éviter les incidents.

En juillet, on aborda le Dauphiné et toute la Cour s'installa à Roussillon, aux confins du Vivarais dans un des châteaux du cardinal de Tournon, où le roi signa le 16 juillet l'édit royal fixant le commencement de l'année au 1<sup>er</sup> janvier, au lieu du 25 mars ou de Pâques auparavant selon les lieux.

Et ce fut Romans puis Valence. Or, le roi tomba malade : indiges-

tion de cavalcades, d'entrées solennelles, de discours, de bals et de repas... L'on arriva quand même à Montélimar le 15 septembre avant d'entrer le 21 en terre provençale par Suze-la-Rousse, puis Avignon, où Charles, complimenté par le vice-légat du pape, aurait bien aimé séjourner. Mais Catherine, très superstitieuse, voulut rencontrer à Salon le mage Nostradamus... Ce que femme veut...

## Vers le sud

L'on fut le 20 octobre à Aix très catholique, où le chancelier eut du mal à calmer la fièvre des parlementaires. À la Sainte-Baume on pria sainte Madeleine. Brignoles avait appelé les filles du pays à venir danser en tenue provençale ; le roi tout émoustillé déjeuna avec elles... La Toussaint se passa à Hyères où Charles vit pour la première fois la Méditerranée. Du fort de Brégançon à Toulon, il s'initia avec passion aux détails de la navigation, avant la plus radieuse des entrées dans Marseille le 6 novembre : toute la ville portait des banderoles avec des croix... On ne put ac-

coster au château d'If mais on dina dans une galère sur une mer démontée... Juste après, l'on resta prisonnier d'Arles par une crue du Rhône : Charles put contempler à loisir les Aliscamps jusqu'au 7 décembre où l'on ne fit que passer à Beaucaire, trop protestante, avant d'entrer dans Nîmes où l'accueil fut assez froid mais où le jeune roi impressionna tout le monde par sa fermeté face aux récriminations. Noël fut célébré à Montpellier, où catholiques et protestants ne se parlaient plus...

Laissons pour aujourd'hui cet extraordinaire cortège surmonter tant bien que mal entre Agde et Narbonne les rigueurs d'un hiver terrible ; nous le retrouvons l'année suivante sur le chemin du retour. À noter d'ores et déjà qu'au fur et à mesure que le cortège passait, les plus grands seigneurs venaient escorter leur jeune roi, tandis que dans les villes, si les autorités partisans cachaient mal leur mauvaise humeur, le petit peuple, lui, se portait au devant de Charles, beau garçon élégant et aimable, toujours porté à se pencher vers les plus humbles et les plus petits. Comme l'écrivit le duc de Levis-Mirepoix, « la monarchie et le pays ont pris une fois de plus conscience de l'entraide profonde qu'ils pouvaient s'accorder. Et quand vont refluer sur eux les épreuves il en restera comme une lueur d'espoir vacillante mais jamais éteinte. »

MICHEL FROMENTOUX

LES FILMS DE JANVIER



» ENVOYÉS  
» TRÈS SPÉCIAUX

Les tricheurs ! Deux reporters de guerre, Gérard Lanvin et Gérard Jugnot, sont envoyés en Irak pour suivre le conflit et rapporter des images pour une chaîne de télévision. Tout est prévu : caméra, hôtel réservé, argent pour couvrir leurs frais. Ce qui n'est pas prévu, c'est que les deux journaliers (dont l'un à une aventure extraconjugale, sans le savoir, avec la femme de l'autre, Valérie Kaprisky) n'ont pas du tout l'intention d'aller sur les lieux du conflit. Alors, ils trichent, et c'est d'un appartement du quartier de Barbès qu'ils couvrent le conflit avant de faire croire qu'ils ont été pris en otage. Très vite les choses se compliquent et les deux lascars se retrouvent bien obligés d'aller en Irak où, cette fois, ils seront pris pour de bon en otage... Malgré quelques incohérences dans le scénario, Frédéric Auburtin signe une comédie plutôt plaisante même si elle ne fait pas la Une.

» LES INSURGÉS

Juillet 1941 : la Biélorussie est envahie par les troupes allemandes. Résolus à ne pas attendre la mort qu'ils sentent inéluctable et qui a déjà frappé leurs parents paysans juifs, les trois frères Bielski - Tuvia, Daniel Craig, Zus, Liev Schreiber, et Asaël, Jamie Bell - décident de trouver refuge dans la forêt avec d'autres partisans et de prendre les armes contre les soldats allemands. Au départ constitué d'une poignée d'hommes, le groupe des frères Bielski va devenir en quelques mois un détachement de résistants qui aide les juifs à s'évader des ghettos. Peu à peu, les trois frères recueillent des centaines de pourchassés - hommes, femmes, enfants, jeunes et moins jeunes - et tentent de survivre dans la forêt (vaguement soutenus par des soldats de l'armée rouge), tout en tendant des embuscades et en exerçant des représailles contre les collaborateurs... En s'inspirant de l'histoire vraie des trois frères Bielski qui sauvèrent la vie de plus de 1 200 réfugiés, Edward Zwick signe un formidable film de guerre. Une histoire dans l'Histoire servie par des acteurs impeccables, notamment Daniel Craig, le nouveau James Bond.

ALAIN WAELKENS

□ ORTHOGRAPHE

Le luxe de bien écrire

André Chervel prône un enseignement disciplinaire de l'orthographe et de la grammaire. Mais il propose aussi une réforme qui ferait du français une langue de boutique à vocation purement utilitaire.

« Le niveau baisse. » Cette phrase bien souvent prise pour de l'aigreur de la part de vieux professeurs n'est que trop vraie. Les chiffres que donne André Chervel dans son dernier ouvrage *L'Orthographe en crise à l'école* ont de quoi faire peur. En 1995, pour une enquête du ministère, on a fait repasser à des élèves des épreuves du certificat d'études des sessions de 1923 à 1925. « Elle fait apparaître que les élèves de 1995 font 2,5 fois plus de fautes (toutes catégories confondues) que leurs "camarades" de 1923-1925. » Le constat est encore plus alarmant pour les vingt dernières années. En 1985 et 2005, deux échantillons d'élèves ont été évalués sur la même dictée : « Elle révèle, entre les deux dates, une baisse très importante du niveau scolaire en orthographe, due beaucoup plus aux fautes de grammaire, dont le nombre double pendant la période, qu'aux fautes de lexique qui progressent pourtant. »

Phonétique

Ainsi après une courbe ascendante de progression entre la fin du XIX<sup>e</sup> et la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, la maîtrise de la langue, au vu de ces statistiques, ne cesse de décliner. La cause en est simple et vient de l'école elle-même : « À partir des années 1960 et 1970, les enseignements scolaires s'articulent sur les disciplines des collèges qui exigent de chaque élève un niveau supérieur de compétence en lecture et en expression écrite. C'est ce nouvel enseignement du français qui est le premier responsable de la baisse du niveau en orthographe et en grammaire. »

La solution semble donc simple pour résoudre ce que l'auteur appelle non sans humour le trou de l'orthographe : il faudrait revenir à un enseignement disciplinaire de l'orthographe et de la grammaire, en faire des matières à part entière. La proposition semble de bon sens.



Mais ce ne serait pas suffisant d'après l'auteur : il faudrait aussi réformer l'orthographe en la rapprochant le plus possible de la phonétique, comme en italien, en espagnol, en anglais. Cela, toujours d'après M. Chervel, aurait l'avantage de nous « rapprocher de l'Europe ». Ainsi, il propose de nouvelles règles : « Entre deux voyelles, les consonnes ne sont jamais doublées, sauf dans les cas où le doublement est indispensable à la représentation phonétique du mot (terre, passer, etc). » Il propose aussi la suppression des lettres grecques (technique, philosophie, synthèse), la généralisation du -s pour tous les pluriels, sauf pour les mots qui se terminent par un s, un x ou un z (les animaux, les cheveux par exemple, mais les nez). Une chose qui ne changera pas apparemment : les exceptions dans les règles !

Pour justifier une telle proposition, il s'appuie sur l'histoire de la langue et ce qu'il appelle les réformes de l'orthographe au XVIII<sup>e</sup> siècle. Avec les progrès de l'alphabetisation, on se rendit compte que la graphie rendait difficile l'apprentissage de la lecture. Par exemple le verbe

connaître (qui se prononçait déjà comme aujourd'hui) s'écrivait *connoistre*, les noces *nopces*. Le XVIII<sup>e</sup> siècle a donc vu un certain nombre de simplifications qui ont abouti à notre orthographe moderne et permis à un plus grand nombre l'accès à la lecture : un homme sur deux savait lire à la veille de la Révolution.

Or, ce que M. Chervel appelle la « réforme » n'en fut pas une. Il faudrait plutôt parler de création de l'orthographe. Jusqu'alors la correction de la langue se fondait sur l'usage et surtout le bel usage (celui de la Cour), ce qui laissait la possibilité à un certain nombre de variantes orthographiques d'exister. À partir du moment où une norme fut fixée (et ce fut désormais une des tâches de l'Académie), tout le monde dut s'y conformer.

D'après M. Chervel, si le français ne se réformait pas aujourd'hui,

il deviendrait discriminant pour ceux qui l'écrivent : « La maîtrise de l'orthographe deviendra l'apanage d'une classe cultivée qui ne manquera pas de faire les efforts nécessaires pour l'acquiescer et qui obtiendra d'ailleurs pour cela l'aide des pouvoirs publics [...] On verra ainsi, on est déjà en train de voir l'orthographe se hisser au rang de discipline de luxe. »

Discrimination

En somme le problème de la langue française est qu'elle n'est pas assez démocratique ! Elle ne saurait l'être d'ailleurs : c'est comme mettre un contre-sens sur notre langue que de vouloir l'adapter en partant du bas. En effet, toute son histoire montre qu'elle s'est construite par le haut : l'édit de Villers-Cotterêts, la création de l'Académie française, la suprématie de la langue nationale sur les langues régionales. Notre langue reflète aussi le travail des grands auteurs français, qui lui ont donné ses lettres de noblesse. Peut-on imaginer *La Recherche du temps perdu* en écriture phonétique : « Lontan, je me suis couché de bone eure » ? Si le français a rayonné et continue de le faire, c'est grâce à son raffinement et sa subtilité. Il n'a jamais été une langue de boutique à vocation purement utilitaire.

D'ailleurs, n'y a-t-il pas autre chose à sacrifier à l'école avant l'orthographe ? Au sortir du secondaire, les élèves, tels des animaux savants, peuvent parler de figures de style comme la *mise en abyme*, la *synecdoque* ou l'*anacoluthie*, mais ne peuvent rédiger un CV ou une lettre de motivation sans faire de faute. Puisque M. Chervel parle à propos de l'orthographe de « discipline de luxe », nous lui demandons s'il ne serait pas plus logique de renoncer au luxe de faire de chaque enfant un médiocre critique littéraire.

SARAH BLANCHONNET

\* André Chervel : *L'Orthographe en crise à l'école - Et si l'histoire montrait le chemin ?* Retz, 79 pages., 4,50 euros.

□ THÉÂTRE

Le voyage de M. Perrichon

Première échappée en vacances d'une famille d'honnêtes commerçants... L'œuvre est traitée en vaudeville, avec des couplets chantés restitués.

Ce ne sont certes pas les congés payés que narre cette comédie de Labiche, créée au théâtre du Gymnase en 1860, mais la première échappée en vacances d'une famille d'honnêtes commerçants. Labiche forçant habilement le trait - langage, situation et nombreux avatars -, il y a matière à rire.

Cette comédie n'a été jouée qu'après coup, en 1906, à la Comédie française bien qu'elle lui fût destinée et où elle est régulièrement reprise, donnant ainsi l'occasion à de grands interprètes d'exceller dans le rôle de ce pa-

taud de Perrichon. Rappelons-nous, entre autres, Louis Seigner et Jacques Charron.

Mais voici le metteur en scène : Julie Brochen se saisit de l'œuvre, décide de la traiter en vaudeville, lui restitue des couplets chantés. Elle ne manque pas d'audace en proposant aussi, en agréable amuse-bouche, *Le Parti d'en rire*, sketch de Pierre Dac et Francis Blanche et qui colle parfaitement. C'est précis comme une boîte à musique : les deux acteurs qui ouvrent le ban, devant le rideau fermé, sont d'impeccables marionnettes, réglées

au quart de tour et chanteurs comme des pinsons. Nous voilà prêts à plonger, tête baissée, dans le vaudeville. À la suite de M. Perrichon nous allons découvrir "le Mer de glace" ; les émois sentimentaux d'Henriette, sa fille, entre ses deux prétendants, sont assez peu de chose, mais maintiennent une fiction d'intrigue. M. Perrichon, sauvé d'une chute, joue les ingrats : rien de plus lourd à porter, en effet, que la reconnaissance, de plus, il fait des pataquès et des pâtés sur le livre de l'hôtel. Pour s'excuser, il devra repartir à la mer (sans e)

de glace, rectifier l'erreur qui choque un quidam. Il y consentira presque de bonne grâce. Tout cela est léger, il est vrai, mais finalement très moral.

On peut regretter que la mise en scène, bien rythmée, prenne le pas sur le texte de Labiche, si pertinent, si juste. Cependant, sur la délicieuse musique, composée par Denis Chouillet - au piano - tout le monde chante ou s'essaie à le faire. Signalons la performance de Silvia Bergé, à la belle voix travaillée, et le timbre puissant de Thierry Hancisse. On est en plein vaudeville et on ne s'étonne guère de voir tomber sur ces voyageurs alpins des flocons de plumes blanches qui veulent jouer la neige.

MONIQUE BEAUMONT

\* Théâtre du Vieux Colombier, 21 rue du Vieux-Colombier, Paris 6<sup>e</sup>. Location : 01 44 39 87 00.

Tout le monde se souvient de cet homme retrouvé dans les Alpes en 1991 qui se révéla vieux de plus de cinq mille ans. Bryan Sykes, généticien britannique, avait été mandaté afin de s'assurer qu'il ne s'agissait pas d'un canular. Les analyses furent sans appel : la victime était européenne, la découverte authentique. Mais Sykes ne s'attendait pas à découvrir qu'entre l'inconnu et l'un des échantillons-tests existait une similitude génétique assez claire pour parler de parenté. L'homme des glaces était l'aïeul de l'une de ses collaboratrices...

## Évolution

Stupéfait, Sykes s'attaqua à des recherches sur l'ADN mitochondrial, qui se transmet par la mère, inaltéré, et s'aperçut que, à l'origine de toute la population occidentale, elles n'étaient que sept, "les sept filles d'Ève". Les généalogistes le savaient déjà, qui connaissaient "les lignées féminines pures" et les étranges ressemblances qu'elles pouvaient transmettre. Sans doute le jeu consistant à donner un prénom à nos si lointaines grands-mères, à recréer leur existence, partant de données scientifiques aussi minces, est-il risqué. Reste que l'on n'est pas très loin du "couple primordial", et de la "théorie ada-

## □ LIVRES

# Rêves de femmes

Jamais l'image de la femme n'aura été aussi brouillée qu'elle l'est aujourd'hui. Et aussi passionnelles les études qu'elle suscite. Revue d'ouvrages traitant de l'origine de l'humanité, de l'islam ou encore de l'histoire et des mythes...



mique" qui déchaîna contre le professeur Lejeune de telles fureurs, parce qu'elle remettait en question l'hypothèse darwinienne.

## Ève et Marie

Ève, vilipendée, responsable de tous nos malheurs, vouée au mépris des générations, et toute sa postérité féminine avec elle. A-t-elle mérité cette indignité ? C'est en partie à cette question que répond le père Daniel-Ange avec le dernier volume de sa trilogie consacrée à Notre-Dame, *La Femme*. La Vierge Marie, la Nouvelle Ève, est bien, en effet, celle en qui triomphe la création, la restauration du chef d'œuvre absolu qu'était, à l'origine, la dernière créature sortie des mains de Dieu, donc la plus belle et la plus parfaite.

Telle est la faute d'Ève : étant la meilleure, elle ne devait pas se laisser abuser. Elle n'eût pas été si coupable si elle n'avait été si grande, si proche des réalités divines. C'est donc à elle, non à son compagnon, que sont promis le Salut et la revanche, quand Dieu annonce au Serpent : « Je mettrai une inimitié entre la femme et toi, entre sa descendance et la tienne. Tu tenteras de la mordre au talon, mais elle t'écrasera la tête. » C'est en Marie que s'accomplit la prophétie, Marie que le Seigneur respecte au point de soumettre la réalisation de ses plans à son acceptation.

Comment, dès lors, prétendre que le christianisme fut, pour les femmes, un système asservissant ? En quelques remarques claires et concises, le père Daniel-Ange met en évidence, depuis les commencements, la place des femmes dans l'Église, expose les raisons évidentes et qui ne les déprécient pas, pour lesquelles elles ne sont pas appelées au sacerdoce, démontre comment seule une société profondément chrétienne peut leur donner le rôle qui est le leur, sans les obliger à renoncer en rien à leurs grâces propres. Le propos, d'un accès toujours aisé, dans une langue familière puisque l'auteur s'adresse aux jeunes, est appuyé de nombreux

exemples, grandes figures féminines catholiques qui agissent en tous les domaines. Il rappelle aussi que le monde actuel, et sa prétendue libération de la femme, aboutit à une société sans repère, où la dernière ambition féministe est de ressembler à des hommes qui, affolés, renoncent aux attitudes viriles, et à une pornographie ambiante qui livre jeunes filles et enfants aux prédateurs. Il est bon de garder cela en mémoire, et de posséder des arguments à opposer aux ignorants prêts à prétendre que l'Église hésita à reconnaître une âme à la moitié de l'humanité.

## Déesse ou bête

Il est curieux de constater que ces calomnieurs du christianisme sont souvent les mêmes qui trouvent mille arguments en faveur de religions, de cultures étrangères à nos traditions, dans lesquelles les femmes sont brimées, opprimées, comptées pour rien. Lorsque, par extraordinaire, un fait divers pénible oblige à s'interroger sur le bien fondé de ces mœurs, ces grandes consciences éclairées parlent d'abus et de dérives.

Marwan Siblini a fini par s'irriter de semblables discours et de ces tentatives pour établir de subtils distinguos entre ce qui est et ce qui devrait être. Se référant exclusivement au Coran et aux hadiths qui le complètent, il propose, avec *Femme en Islam*, une mise au point appuyée sur les textes, précisant ce que dit exactement la foi musulmane du statut de la femme dans la famille, la société, la communauté des croyants. C'est édifiant. Sans doute alléguera-t-on, et c'est heureux, qu'entre la lettre et la pratique, il y a un pas, et assez large encore, de sorte que, grâce à Dieu, bon nombre de musulmanes échappent à tout cela. Certes, mais, comme le dit Siblini, rien n'empêche qu'un homme ou un pays tout entier, croient soudain devoir appliquer les textes *stricto sensu*... L'exemple de l'Iran ou de l'Afghanistan sont là pour nous le rappeler.

Faut-il, comme certains le pensent, voir dans ce besoin de rabaisser la femme une peur panique de sa force, de ses mérites, de ce qu'elle pourrait devenir si on la laissait faire ? Déesse ou bête de somme : beaucoup de civilisations ont oscillé entre ces deux interprétations du statut féminin, oubliant trop souvent de tenir la femme pour ce qu'elle était : l'indispensable compagne et l'égal de l'homme, ni plus ni moins.

Jean-Paul Roux, après avoir étudié la royauté, les mythes du sang et ceux des hauts lieux, complète sa série sur le sacré avec *La Femme dans l'histoire et les mythes*. Sur tous les continents, en toutes les époques, à travers des personnages historiques, plus souvent des figures mythologiques ou littéraires qui disent beaucoup sur l'idée qu'un peuple se fait des femmes, il décrit des situations contrastées, des quêtes de l'idéal qui se heurtent parfois à des réalités plus navrantes, démolit des idées préconçues. S'il fait la part belle à l'occidentale et à la chrétienne, finalement la mieux lotie, Jean-Paul Roux évoque des princesses mogols, des dames japonaises plus éduquées que ne l'étaient leurs contemporaines européennes. Mais il dit aussi, et des dents grinceront, que la femme est moins créatrice qu'éducatrice, qu'il lui importe moins d'étaler ses talents que de les transmettre. Cependant, inspiratrice, rien, absolument rien, ne s'est jamais fait de grand sinon par elle et avec elle.



L'ouverture de la culture aux femmes n'est pas la moindre conquête que leur valut le christianisme. Si Origène, à Alexandrie, n'avait pas eu d'étudiantes, il n'eût pas opté pour une garantie un peu radicale de sa chasteté. Quant à saint Jérôme, une part de ses ennuis vint des cours de grec et d'hébreu qu'il donnait aux dames de l'Aventin. Cela n'empêcha pas l'Église d'encourager les filles à étudier et les moniales contribuèrent autant que les moines à la défense et la transmission de la culture. Dans ces conditions, il y a du parti pris, à défaut d'ignorance, à soutenir que



la civilisation chrétienne déniait l'accès du savoir au sexe faible. Il est vrai que le propos de Laure Adler et de Stefan Bollmann, co-auteurs de l'album *Les Femmes qui lisent sont dangereuses*, est polémique. À les en croire, le livre et la lecture appartenaient à l'homme, qui ne les partageait pas. On passera sur ces propos pour s'arrêter aux illustrations, tableaux ou photographies qui, du Moyen Âge à nos jours, démontrent, finalement, que les femmes ont toujours eu accès à l'écrit, sinon dans des milieux où les hommes n'étaient pas moins analphabètes qu'elles. Mais on entre là dans un autre débat.

## Assassinat ?

Voulez-vous un exemple flagrant des désastres où le livre peut mener une femme ? Prenez Emma Bovary, tuée par les absurdités puisées dans ses romans ! Mais après tout, avez-vous la preuve que Mme Bovary s'est suicidée ? Philippe Doumenc, romancier trop rare auquel l'on doit quelques grands livres, s'est posé cette question iconoclaste.

D'après lui, sur son lit de mort, l'infortunée jeune femme aurait chuchoté au médecin qu'elle mourrait assassinée. D'où déposition auprès du commissariat de Rouen, envoi à Yonville de deux enquêteurs, interrogatoire systématique des suspects, fort nombreux. Qui aurait versé l'arsenic ? Le beau Rodolphe ? Le pauvre Charles ? M. ou Mme Homais ? N'importe qui d'autre... *Contre-enquête sur la mort d'Emma Bovary* est une remarquable provocation littéraire, insolente, brillante, qui vous dévoile ce que Flaubert ne vous avait pas dit, ce qu'il avait préféré taire, et ce qu'il a sciemment déformé dans son intérêt de romancier. Évidemment, si vous n'avez jamais lu *Madame Bovary*, vous perdez votre temps. Dans le cas contraire, vous n'avez pas fini de vous poulécher en lisant cet étrange roman policier à la fin époustouflante.

ANNE BERNET

- \* Bryan Sykes : Les Sept Filles d'Ève. Livre de poche, 345 p., 6,50 euros.
- \* Père Daniel-Ange : La Femme. Éd. du Jubilé, 275 p., 15 euros.
- \* Marwan Siblini : Femme en Islam. Éd. de Paris, 150 p., 17 euros.
- \* Jean-Paul Roux : La Femme dans l'histoire et les mythes. Fayard, 420 p., 24 euros.
- \* Laure Adler et Stefan Bollmann : Les Femmes qui lisent sont dangereuses. Flammarion, 160 p., 29 euros.
- \* Philippe Doumenc : Contre-enquête sur la mort d'Emma Bovary. Actes Sud, 190 p., 18 euros.

### FLAMINIO GUALDONI

#### Le Nu féminin

Skira - 95 p. - 5,90 euros

Premier titre d'une nouvelle collection, les mini arts books, voici un tout petit album thématique consacré à la représentation du corps féminin dans l'art occidental des origines à nos jours, remarquable par un rapport qualité-prix assez exceptionnel. Soixante reproductions en couleurs, une brève présentation intelligente et complète, des références. Pour ce prix-là, vous ne sauriez trouver mieux, et c'est une performance.

### THÉRÈSE DE DILLMONT

#### Encyclopédie des ouvrages de dames

Solar - 820 p. - 24,39 euros

En dépit des apparences, Thérèse de Dillmont, aristocrate autrichienne, fut une femme émancipée, mariée sur le tard, qui participa à l'essor de l'entreprise DMC. Ce livre, depuis sa parution en 1884, est considéré comme un classique et une référence pour tout ce qui concerne couture, broderie, tricot, dentelle, crochet, macramé et autres travaux d'aiguille. Il le doit à la clarté des explications, à l'abondance des illustrations, et s'adresse autant à la débutante qu'à l'artiste confirmée. À l'heure où de plus en plus de femmes réapprennent ces techniques et y découvrent des plaisirs insoupçonnés, cette réédition en fac-similé soigné constitue un cadeau à s'offrir ou se faire offrir. Il vous sera vite indispensable.

« **C**hassez le surnaturel, il ne reste plus que ce qui n'est pas naturel. »

Cette phrase de Chesterton si souvent citée dans nos colonnes est plus d'actualité que jamais et nous ne saurions trop louer François-Marie Algoud de l'étude minutieuse, enrichie de citations éloquentes, qu'il nous livre de la « *perversion de la culture* », car non seulement, comme dans ses précédents ouvrages, il dénonce la décadence des mœurs, mais cette fois-ci il remonte plus encore aux causes du phénomène qui sont consubstantielles à la démocratie issue de 1789 et à la "culture" que celle-ci propage.

**Culture**

Bien plus souvent que le culte de ce que furent les beaux-arts, le mot culture désigne aujourd'hui l'ouverture à tout ce qui défigure notre héritage artistique, notre bon goût, notre saine pensée, voire l'homme lui-même. On est loin de la définition que donne le cardinal Paul Poupard : « *La culture est l'expression incarnée dans l'histoire de cette identité qui constitue l'âme d'un peuple. Elle façonne l'âme d'une nation qui se reconnaît dans des valeurs, s'exprime dans des symboles, communique par des signes.* » Loin aussi de ce que disait le général de Lattre de Tassigny : la vraie culture est « *celle qui donne des raisons de vivre, et les vraies, [qui] sont autant de raisons de mourir pour sauver ce qui donne un sens à la vie* ».

En citant peu après ces propos de bon sens ces lignes de Jean-Paul Sartre : « *Je pense que la Révolution doit avoir des incidences culturelles et qu'elle est le triomphe de la culture* », notre auteur montre l'abîme qui sépare ceux qui pensent encore clair pour

□ CULTURE

# "Changer l'homme"... et mourir

**La démocratie a engendré un art du débile, de l'éphémère et de la perversion. François-Marie Algoud décrypte ce phénomène dans une étude minutieuse, enrichie de citations éloquentes.**

marcher droit et ceux qui se sont laissés envoûter par la mystique révolutionnaire.

Aujourd'hui la culture affiche la prétention de remplacer la religion, donc de changer l'homme. « *La culture est un problème de mutation de la société* », disait

C'est pourtant dans la Révolution dite française que François-Marie Algoud montre en Condorcet, Talleyrand, Rabaut-Saint-Étienne et les agents de la franc-maçonnerie la volonté de changer les idées, les lois, les mœurs, et de s'emparer de

culturelle menée depuis deux siècles. Le constat est affligeant. En art, la contestation a commencé avec le cubisme pour lequel « *l'effacement de la préoccupation esthétique peut aller jusqu'au mépris systématique des critères du beau et du laid* », puis le surréalisme a prolongé l'effort de défiguration du réel avec sa prétention à refabriquer l'entendement humain, ensuite depuis les années soixante, avec les maisons de jeunes et autres lieux de parloles incessantes et d'embrièvement, la "culture" s'est imposée comme moteur de révolution, ce qui débouche aujourd'hui sur un « *art de désespoir* », où sont déstructurés le langage, la sémantique et l'orthographe, où est déifié le nihilisme, où l'on ose l'apologie du suicide. Les exemples de perversion dans et par l'art abondent dans ces pages bien documentées.

**Absolu du soi**

La culture est aujourd'hui celle « *de l'absolu du soi* », « *du débile, de l'éphémère et de la perversion* », constate François-Marie Algoud, montrant dans ce refus du réel, de l'expérience des faits, de "l'empirisme organisateur", l'action destructrice des principes démocratiques. Il cite alors Soljenitsyne qui expose l'enfer qu'est en train de devenir un monde sans Dieu : « *Dieu n'existe*



*pas. La vérité n'existe pas. L'édifice de la création est chaotique. Tout dans le monde est relatif. Voilà déjà plusieurs décennies qu'en musique, en littérature, en peinture, en sculpture, se manifeste une tendance non pas ascendante mais déclinante, non tournée vers les réalisations les plus élevées de l'esprit et de l'art de l'homme, mais vers leur décomposition dans une prétendue innovation frénétique et insidieuse.* » Le mot de la fin est emprunté à Maurice Pujo : « *C'est méconnaître l'homme que ne lui proposer que de l'humain [...] Il a fallu la longue décomposition de l'esprit accomplie depuis Rousseau pour faire oublier, puis pour faire abolir la distinction absolue du vrai et du faux.* »

Après avoir lu tout un florilège de citations maurrassiennes et aussi l'annonce de la grande chronologie de l'Action française que prépare l'auteur (avec préface de votre serviteur), on reforme ce livre convaincu de l'urgence d'un combat pour le redressement des intelligences, lesquelles pourraient alors se laisser éclairer par plus haut que l'homme...

MICHEL FROMENTOUX

\* François-Marie Algoud : *Perversion de la culture et Démocratie*. Éd. de Chiré, 120 pages, 9 euros.



Roger Planchon lors d'un festival d'Avignon et le programme du Parti socialiste de 1972 affirmait : « *Pour changer la vie, il faut une nouvelle culture.* » Cette intrusion d'une idéologie dans le for intérieur de l'homme s'opère avec le concours du pouvoir politique par le truchement d'un ministère de la Culture qui coûte des sommes folles au budget de l'État. Il est ici intéressant d'apprendre que le premier ministère de la Culture dans le monde a été créé par... Lénine !

l'homme dès avant sa naissance, puis tout au long de sa scolarité et de sa vie entière. Les fêtes révolutionnaires avec leurs liturgies caricaturales, les plantations d'arbres de la Liberté remplaçant les plantations de croix, le théâtre conçu déjà comme animation culturelle entraînent nettement dans le plan de déchristianisation de la France, de création d'un monde où l'homme n'existerait que « *par et pour la jouissance* ».

François-Marie Algoud étudie ensuite les étapes de la guerre

Dans *La Réforme intellectuelle et morale*, écrite l'année même du traité de Francfort (1871), Renan, qui avait vu à quelles catastrophes menait la pensée libérale, cherchait à sauvegarder l'avenir de la France. Son amour de la patrie blessée lui fit rechercher les lois de l'ordre. Léon Daudet a eu des phrases dures pour l'auteur de la *Vie de Jésus* qu'il dépeint dans ses souvenirs de sa plume inimitable : « *Renan, pareil à un éléphant opéré de sa trompe et n'en conservant que le moignon, assis, en habit gondolant, sur un pouf de soie claire, au milieu du luxueux salon d'un ministre radical...* » On complètera ce portrait par quelques lignes de la conférence que Maurras donna sur Anatole France le 16 avril 1932 : un affreux vieillard pontifiant, mais quel regard ! Toute l'ambiguïté de Renan se trouve dans ces portraits.

Comme toutes les nations européennes - le cas particulier de la Confédération helvétique mis à part - étaient dirigées par des monarchies en 1871, et que la France hésitait sur la forme de gouvernement qu'elle adopterait pour succéder à l'Empire abattu,

□ LES GRANDS TEXTES POLITIQUES

# Volonté générale et intérêt national

**Il faut lire Renan, dont la pensée n'a été révolutionnaire qu'en matière religieuse selon Maurras.**

■ Le président des États-Unis n'a pas fait la nation, tandis que le roi a fait la nation. Le roi n'est pas une émanation de la nation ; le roi et la nation sont deux choses ; le roi est en dehors de la nation. La royauté est ainsi un fait divin pour ceux qui croient au surnaturel, un fait historique pour ceux qui n'y croient pas. La volonté actuelle de la nation, le plébiscite, même sérieusement pratiqué, ne suffit

pas. L'essentiel n'est pas que telle volonté particulière de la majorité se fasse ; l'essentielle est que la raison générale de la nation triomphe. La majorité numérique peut vouloir l'injustice, l'immoralité ; elle peut vouloir détruire son histoire, et alors la souveraineté de la majorité numérique n'est plus que la pire des erreurs.

C'est, en tout cas, l'erreur qui affaiblit le plus une nation.

Ernest Renan dut aller chercher l'exemple d'un président outre-Atlantique. Joseph de Maistre a dit, rapporte Sisley Huddleston<sup>1</sup>, que « *la volonté générale est mieux comprise par le gouvernement qu'elle ne l'est par la nation, qui ne sait jamais ce qu'elle veut : c'est une tradition qui vit, qui parle, et qui sait vouloir* ».

Renan avait bien vu cela ; il avait compris le caractère précieux et exceptionnel du roi, qui, participant à l'action de ses ancêtres, se trouve être comme le père de la nation.

À côté d'un bel éloge de la monarchie, ce texte comporte une véritable mise en cause de la légitimité démocratique : « *La ma-*

Une assemblée élue ne réforme pas. Donnez à la France un roi jeune, sérieux, austère dans ses mœurs ; qu'il règne cinquante ans, qu'il groupe autour de lui des hommes âpres au travail, fanatiques de leur œuvre, et la France aura encore un siècle de gloire et de prospérité.

**La Réforme intellectuelle et morale**  
Deuxième partie

*majorité numérique peut vouloir l'injustice, l'immoralité.* » Nous avons des lois immorales en matière de mœurs, les stupides repentances de nos gouvernants cherchent à détruire l'histoire. Renan ne croit pas au caractère sacré de la loi du nombre.

Il faut lire Renan. On connaît son expression célèbre sur le Code

civil, « *fait pour un citoyen idéal, naissant enfant trouvé et mourant célibataire* ». Dans la préface des *Questions contemporaines* (1868) où l'on peut lire ces lignes, on trouve également l'expression « *banqueroute de la Révolution* ».

Nous essaierons d'oublier les sept volumes de *l'Histoire des origines du christianisme* (1863-1881) pour penser au Renan de *La Réforme intellectuelle et morale*, des *Questions contemporaines*, de *Qu'est-ce qu'une nation ?* (conférence prononcée à la Sorbonne en 1882). Maurras a dit : « *La pensée de Renan n'a été révolutionnaire qu'en matière religieuse.* » (*L'Action Française*, 12 mars 1923)

GÉRARD BAUDIN

1 - Le Mythe de la liberté. Lyon, H. Lardanchet, 1943.

**SOUPE DU ROI**

Pour faire suite à la campagne "Noël autrement", le 17 décembre, l'Action Française s'est jointe à l'association Nos Seigneurs les pauvres - La Soupe du Roi pour offrir, loin des paillettes et des strass, un banquet de Noël à nos frères les plus démunis, oubliés de la société de consommation. Pour partager un peu de joie gratuite, simple, chaleureuse. C'est comme le symbole des valeurs et de l'esprit que nous défendons chaque jour de l'année : un peu plus de justice, un peu plus d'entraide, un peu plus de solidarité dans notre société. Bien entendu, la réponse à la crise sociale ne peut être que politique, englobant le problème économique. La meilleure solution serait un pouvoir stable, recentré sur ses prérogatives régaliennes, et laissant une large initiative aux corps naturels. Seule la monarchie peut l'apporter.

Pour un résumé en images : [http://www.dailymotion.com/video/x7tora\\_banquet-de-noel\\_news](http://www.dailymotion.com/video/x7tora_banquet-de-noel_news)

**» AVIS AUX SECTIONS**

Les annonces que vous souhaitez voir publier doivent être adressées à *L'Action Française 2000*, Service Page militante, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 PARIS, ou par courriel à l'adresse : [pagemilitante@actionfrancaise.fr](mailto:pagemilitante@actionfrancaise.fr). Ces annonces doivent impérativement nous parvenir avant le lundi précédant la parution d'un numéro.

**» CONFÉRENCES SUR CD**

Les conférences prononcées à Biarritz les 28, 29 et 31 août 2008 ont été réunies sur un CD audio. Vous y retrouverez notamment : *L'actualité de Maurras*, par S. Blanchonnet ; *La poésie de Maurras*, par J.-C. Gatto, suivi de lectures de poèmes ; *Influences occultes dans la Justice*, par Me B. Méry ; *Histoire de l'Algérie - 1830-1962*, par J.-C. Gatto ; *Choses vues au procès de Maurras*, par A. Louberssac, suivi d'extraits de déclarations faites par Maurras au procès ; *L'AF au Pays basque depuis 1968*, par P. Renard ; *Biarritz 2008, pari tenu*, par V. Gaillère. À l'approche de Noël, n'hésitez donc pas à enrichir votre discothèque en faisant une bonne œuvre : la moitié du produit des ventes sera reversée au journal.

Prix : 13 euros franco de port. Adresser ses commandes à : CAEC, BP 80093, 33035 BORDEAUX CEDEX. Règlement à la commande par chèque à l'ordre de CAEC - CCP 15 503 63 W.



PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

**GALETTE DES ROIS**  
**le vendredi 16 janvier à 18 h 30**



Dans les locaux de L'Action Française 2000, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, Paris 1<sup>er</sup>.

Allocutions de :

- Stéphane BLANCHONNET, président du Comité directeur de l'Action Française,
- Olivier PERCEVAL, secrétaire général du mouvement d'Action Française
- Michel FROMENTOUX, rédacteur-en-chef de L'Action Française 2000

Participation aux frais : 6 euros. Étudiants : 4 euros.

Inscription impérative accompagnée du règlement avant le 12 janvier à L'Action Française 2000, 10, rue Croix-des-Petits-Champs, Paris 1<sup>er</sup>.

Tél : 01 40 39 92 06

**GRAND SUD-OUEST**

**Fêtes des Rois les 24 et 25 janvier 2009**

En présence de Stéphane Blanchonnet, qui prononcera le traditionnel discours politique sur le thème : *L'Action Française en 2009*.

**BORDEAUX** : Déjeuner-débat le samedi 24 janvier à 11 h 30 au restaurant Le Xaintraillies, 114 bd du maréchal Leclerc. Présidence de Vincent Gaillère, délégué régional de l'AF. Inscription : 23 euros.

**TOULOUSE** : Conférence-débat le samedi 24 janvier à 17 h 30 dans le centre-ville. Présidence de Vincent Gaillère. Inscription : 12 euros (apéritif compris).

**BIARRITZ** : Conférence-débat le dimanche 25 janvier à 15 heures, 34 rue de Parme. Présidence de M<sup>e</sup> Philippe Fortabat-Labatut, délégué de l'AF. Inscription : 5 euros.

\* Prière de s'inscrire avant le 17 janvier 2009 auprès de : CAEC, BP 80093, 33035 BORDEAUX CEDEX. Règlement à l'inscription par chèque à l'ordre de CAEC- CCP 15 503 63 W. Renseignements : 06 33 92 22 78 ou <http://af-aquitaine.over-blog.com>.

**PARIS**

**Anniversaire de la mort du roi Louis XVI**

**CORTÈGE AUX FLAMBEAUX EN HOMMAGE AU ROI MARTYR**

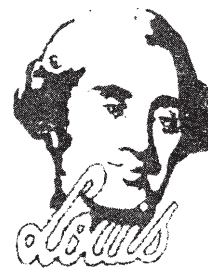
**DIMANCHE 25 JANVIER**

Rendez-vous à 19 heures précises devant l'église de la Madeleine. Paris 8<sup>e</sup>, métro Madeleine, ligne 12 ou 14.

**MESSES**

La messe pour le repos de l'âme du roi Louis XVI sera célébrée à Paris, à la demande de l'Œillet blanc, en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, paroisse des rois de France, le mercredi 21 janvier 2009 à 12 h 15.

M. l'abbé Néri célébrera une messe le dimanche 25 janvier place de la Concorde à 15 heures.



**RECHERCHE VENDEURS VOLONTAIRES - CAMELOTS**

Recherche tous documents concernant les Camelots du Roi (souvenirs, insignes, récits)

**VENEZ REJOINDRE NOS EQUIPES DE VENDEURS AU SERVICE DU ROI !**

Prière d'entrer en contact avec : Frédéric Wincler : [fredericwincler@yahoo.fr](mailto:fredericwincler@yahoo.fr)

**actionroyaliste.com**

**» NAISSANCE**

Nous sommes heureux d'apprendre la naissance de Clara-Anastasia, petite sœur de Salomé et Sarah, chez nos amis sympathisants, M. Emmanuel DELHOUME et M<sup>me</sup> née Guaysset. Avec toutes nos félicitations aux heureux parents, nous formulons tous nos vœux les meilleurs pour Clara-Anastasia.

**» RENDEZ-VOUS**

France royaliste Nice-Provence organise sa réunion d'hiver le dimanche 18 janvier dans les salons du Grand Hôtel Aston, 12 avenue Félix Faure à Nice. Déjeuner à 12 heures, suivi de la conférence de Philippe Pichot, écrivain, docteur en droit : *Religion et Révolution*. Renseignements et inscription : 04 93 98 10 45.

**» ÎLE DE FRANCE**

- Permanence assurée tous les jours rue du Pélican de 18 heures à 20 h 30 ; le lundi de 16 heures à 20 heures. Collages organisés tous les mardis soir. Tractages les mercredis et vendredi matin. Conférence étudiante les vendredis soir à 19 h 15 (reprise le 9 janvier).
- Cercle lycéen chaque mercredi à 18 heures au Lucernaire, 53 rue Notre-Dame-des-Champs, Paris 6<sup>e</sup>.
- Charles Sholto est désormais responsable de l'AFE Paris-Île de France. Nous le remercions d'avoir accepté cette tâche, et saluons au passage sa bonne humeur toujours communicative.

**» PROVINCE**

- Grenoble : réunion du Cercle Pierre Boutang le mercredi 14 janvier. *Discrimination positive ou volontarisme républicain*. Réunion également le mercredi 28 janvier. [afgrenoble@gmail.com](mailto:afgrenoble@gmail.com) ; 06 98 63 89 35.

- Le Havre : réunion du Cercle Jules Lemaître le premier lundi du mois à 18 heures, salle René Cassin, 130 rue Anatole France ; renseignements : 06 07 57 83 16.

- Limoges : s'adresser au docteur Charles, 1 rue Victor Schoelcher ; 05 55 43 38 16 ou 06 30 53 20 59.

- Lyon : cercle étudiant les jeudis 8 et 22 janvier. Renseignements : 06 82 83 92 00.

- Nice : cercle d'études le 16 janvier ; *Les corps intermédiaires*. Renseignements : Xavier, 06 62 82 08 40.

- Nîmes : réunion du Cercle Saint-Charles le deuxième samedi de chaque mois.

- Saint-Étienne : cercle étudiant les vendredis 9 et 23 janvier. 06 88 80 91 99 ; [srforez@mail.com](mailto:srforez@mail.com)

**» MATÉRIEL MILITANT**

Autocollants "La France, le Roi" : 10 pour 1.20 euro, 50 pour 6 euros, 100 pour 12 euros. Chèques à l'ordre du CRAF, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

**» L'AF SUR LA TOILE**

- > [www.actionfrancaise.net](http://www.actionfrancaise.net)
- > [www.afe-blog.com](http://www.afe-blog.com)
- > [www.actionroyaliste.com](http://www.actionroyaliste.com)

**» KIOSQUES**

Pour trouver L'AF 2000 près de chez vous : [www.trouverlapresse.com](http://www.trouverlapresse.com)

EXPOSITION

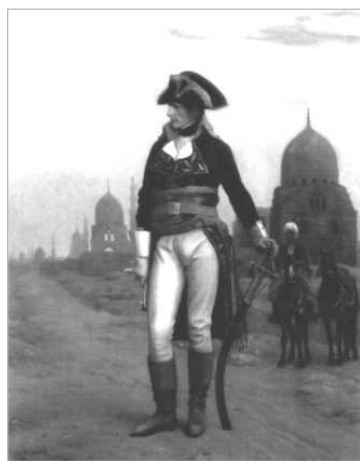
# Bonaparte, l'Égypte et l'avenir...

L'Institut du Monde arabe revient sur l'épopée napoléonienne en Égypte. Jusqu'au 29 mars, cette exposition retraçant un siècle d'histoire franco-égyptienne dévoile un passé contenant d'immenses virtualités positives qu'une politique intelligente et volontariste pourrait activer.

Très ingénieusement l'exposition de l'Institut du Monde arabe s'intitule *Bonaparte et l'Égypte* et s'accompagne d'un sous-titre riche de sens, *Feu et lumières 1769-1869*<sup>1</sup>. La tentation de l'Orient existait depuis des siècles en France avec l'empire d'Alexandre, celui des Césars incorporant Jérusalem, celui des empires musulmans, le grand Turc et son rival le roi de Perse connus à travers les récits des voyageurs Tavernier et Chardin et la laborieuse fantaisie de Montesquieu ; seul l'Orient pharaonique nous parvenait en quelque sorte hors du temps avec deux merveilles du monde (les pyramides d'Égypte et le phare d'Alexandrie) sans être rattaché à une histoire continue.

## Une conquête cartésienne

Le feu de Bonaparte conquérant l'Égypte à vingt-neuf ans va battre l'armée des Mamelouks à Guizeh sous la contemplation des "quarante siècles" de Khéops, le 21 juillet 1798. Si la flotte française, qui, depuis la Révolution, ne dispose plus du commandement et des équipages réunis par Choiseul, est détruite à Aboukir le 1er août suivant, Bonaparte remporte une victoire éclatante le 25 juillet 1799 - toujours à Aboukir - sur une armée turque débarquée par les Anglais. D'où la célèbre exclamation de Kléber : « Général, vous êtes grand comme le monde ! » Mais l'expédition d'Égypte transcende toutes les périétés militaires.



Bonaparte au Caire par Jean-Léon Gérôme

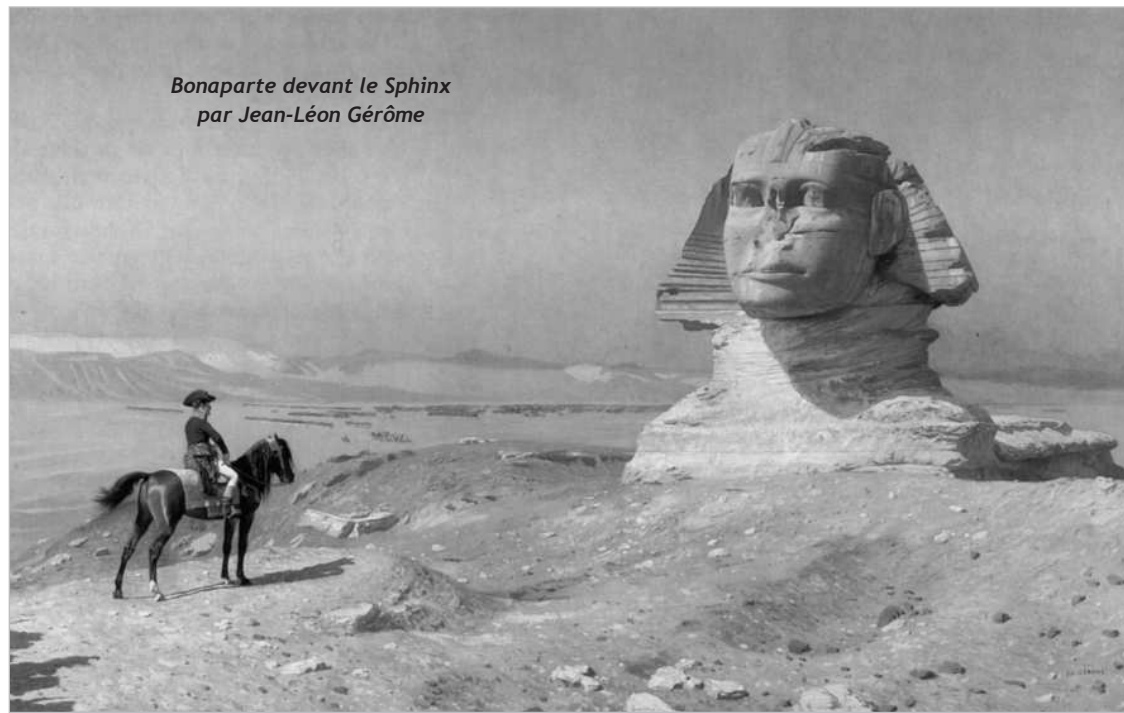
Le but proclamé de l'expédition d'Égypte était de gêner l'Angleterre dans sa colonisation et son exploitation des Indes. Il s'agira en fait d'une emprise cartésienne sur la vallée du Nil. À propos de Descartes, Péguy l'évoque comme « ce cavalier français parti d'un si bon pas ». Il ne faut pas oublier que le premier ouvrage de Descartes fut un traité d'escrime. Partant pour Alexandrie, Bonaparte emporte certes avec lui armes et munitions, mais il entraîne cent soixante-cinq très

jeunes savants ; il choisit lui-même « les meilleurs dans tous les domaines que compte la science ». Leurs œuvres constituent la justement célèbre *Description d'Égypte* dont « la publication prendra plus de vingt ans ».

Avec habileté, cette conquête se présente comme une libération de l'Égypte opprimée par les Mamelouks. Bonaparte prend

nement de l'Institut d'Égypte : « Les Français installèrent dans cette dernière maison une grande bibliothèque avec plusieurs bibliothécaires qui gardaient les livres et les remettaient aux lecteurs qui en avaient besoin. [...] Les lecteurs s'y réunissaient dans une grande salle voisine de celle qui renfermait les livres ; ils s'asseyaient autour de grandes tables

Ali, garde du corps du Premier Consul, s'ajoute à la légende napoléonienne. Dans ses conséquences plus lointaines surgira l'égyptologie. En effet, bien que volée par les Anglais, la pierre de Rosette, d'abord transportée au Caire sur l'ordre du général de Menou, eut ses inscriptions trilingues soigneusement reproduites, ce qui permit à Jean-Fran-



Bonaparte devant le Sphinx par Jean-Léon Gérôme

grand soin de préciser qu'il reconnaît l'autorité du sultan de Constantinople. Chez lui, l'action suit le rêve. La prise de Malte permet l'émancipation d'esclaves musulmans arabophones, futurs interprètes intégrés dans l'armée française. La typographie vaticane saisie à Rome rendra possible l'impression de proclamations en arabe rédigées par les meilleurs orientalistes français. Dans chacune Bonaparte affirme son respect de la religion musulmane, du prophète Mahomet et des cérémonies religieuses. Il communique ainsi directement avec les élites égyptiennes.

## Diwan

Bonaparte gouverne l'Égypte à partir du Caire, place de l'Es-békiyeh. Il est assisté d'un Diwan ou conseil composé de quatre notables égyptiens : cheikh Abdallah Al-Charkawi, recteur d'Al-Al-zar et président du grand Diwan ; cheikh Khalil al Bahri, membre du grand Diwan ; cheikh Mouhammad al Mahdi, secrétaire général du grand Diwan ; Cheikh Souleyman Al Fayyumi, inspecteur des bourgs et provinces d'Égypte.

Les portraits de ces conseillers figurent en bonne place dans l'exposition de l'Institut du Monde arabe. En voyant ces peintures dues à Michele Rigo, Abdel Rahman Al Garbarti déclare : « On eût dit qu'ils étaient en relief et tout prêts à parler. » Al Gabarti nous renseigne sur le fonction-

nement de l'Institut d'Égypte : « Les Français installèrent dans cette dernière maison une grande bibliothèque avec plusieurs bibliothécaires qui gardaient les livres et les remettaient aux lecteurs qui en avaient besoin. [...] Les lecteurs s'y réunissaient dans une grande salle voisine de celle qui renfermait les livres ; ils s'asseyaient autour de grandes tables et se mettaient au travail. Les simples soldats aussi allaient travailler dans cette bibliothèque. Si un musulman voulait entrer pour visiter l'établissement, on ne l'empêchait point, on le recevait au contraire avec affabilité. [...] Il y avait aussi beaucoup de livres musulmans traduits en langue française. J'ai vu ensuite le livre du cadi Ayad, intitulé *Le Chifa* [...] et le poème de Bosseir sur le Prophète intitulé *El Borda*. Les Français en avaient appris quelques vers par cœur, ils l'avaient aussi traduit en leur langue. Quelques-uns d'entre eux apprenaient aussi des versets du Coran, en un mot ils étaient de grands érudits et ils aimaient les sciences surtout les mathématiques et la philologie. Ils s'appliquaient jour et nuit à apprendre la langue arabe. Ils avaient des grammaires de toutes les langues et ils s'en servaient pour traduire rapidement en leur langue tout ce qu'ils voulaient exprimer. »

## Les conséquences

Malgré l'échec final de la conquête militaire, l'expédition eut une conséquence esthétique : l'Égypte fut à la mode à Paris avec ce que l'on a appelé l'égyptomanie dans le vêtement des dames, en architecture et même dans l'ébénisterie avec le style "retour d'Égypte". Sphinges, piliers, obélisques surgissent dans des décors français. En outre, le mamelouk

çois Champollion de déchiffrer les hiéroglyphes, de faire parler la pierre en 1822, un an après la mort de Napoléon. La voie s'ouvrait ainsi à la résurrection de l'histoire pharaonique.

Le lecteur d'aujourd'hui doit une vive reconnaissance à l'Égyptien Mahmoud Hussein qui a publié et commenté les témoignages croisés de Dominique Vivant Denon et Abdel Rahman El Gabarti<sup>2</sup>. En effet il signale la découverte par les Égyptiens de la conception du droit dans la société française militaire ou civile, provenant en partie du "siècle des Lumières". Il convient de citer intégralement cette appréciation : « La notion d'égalité de droit constitue pour les contemporains d'El Gabarti une fascinante découverte. Cette égalité que les Français vivent comme un privilège naturel et qui pourtant, ô miracle, ne porte pas atteinte à leur esprit de discipline, El Gabarti apprend qu'elle va avec le sentiment de dignité personnelle que chacun d'eux éprouve et qui marque le territoire sur lequel personne - même pas le commandant en chef - ne peut empiéter, parce qu'elle est fondée en droit. Notion d'autant plus stupéfiante que les Français l'étendent, jusqu'à un certain point, aux Égyptiens eux-mêmes ! Ces derniers n'avaient joui, jusqu'ici, d'aucun droit, tout en étant tenus à de multiples devoirs, ou plutôt à de multiples contraintes. [...] Et voilà que les Français, ces

occupants infidèles, instaurent un ordre fondé sur des règles de justice qu'ils s'obligent à respecter. Lorsqu'ils achètent une marchandise à un commerçant ils la paient le prix demandé. S'ils ont recours à des ouvriers ils les rétribuent honnêtement. Les vols ou les agressions sont punis sur la place publique - même et surtout, si les coupables sont des soldats français. »

## Un XIX<sup>e</sup> siècle francophile

Mohamed-Ali le Grand (1769-1849), né en Macédoine, a toujours fait remarquer que sa date de naissance est aussi celle de Napoléon Bonaparte. Il mesure très vite l'influence positive que l'expédition française peut apporter à l'Égypte. Il va encourager le patriotisme égyptien et comprendre que l'ouverture à la modernité va réintégrer l'Égypte parmi les nations majeures. Pour parfaire sa prise de pouvoir, il écartera les Mamelouks et distendra le lien de vassalité à l'égard de la Turquie. Son fils, Ibrahim pacha, commandant une armée égyptienne (instruite à la victoire par le colonel Sève, plus tard devenu Soliman pacha al-Françaoui) et bâtitra en peu d'années un empire égyptien qui fit trembler Constantinople et Londres. Il apprécia beaucoup la présence et l'action du Piémontais Bernardino Drovetti nommé par Napoléon consul général de France. Il fit reconnaître par la Turquie l'hérédité de sa vice-royauté sur l'Égypte.

Son amitié française ne déclina pas à la chute de Napoléon : il offrit une girafe au roi Charles X, il fit transporter à Paris un de deux obélisques de Louxor reçu par Louis-Philippe. Il envoya à Paris des étudiants égyptiens se former à différentes disciplines scientifiques ; sa francophilie fut transmise à ses descendants : une illustration majeure fut l'inauguration du canal de Suez sous la présidence du khédivé Ismaïl en présence de l'impératrice Eugénie des Français.

## L'avenir

« L'avenir n'est à personne, Sire, l'avenir est à Dieu. » Hugo avait raison de s'adresser ainsi aux mânes de Napoléon. Il reste cependant que l'avenir prend ses racines dans le passé. Malgré quelques vicissitudes au XX<sup>e</sup> siècle, le passé franco-égyptien contient d'immenses virtualités positives qu'une politique intelligente et volontariste pourrait activer. Une des plus belles de ses virtualités constituerait, sous le double patronage de l'Égypte et de la France dans l'établissement en Orient d'une paix véritable fondée sur la justice, la vérité, la civilisation que des États arrogants et prédateurs ne sauraient nullement organiser.

JOSEPH SANTA-CROCE

<sup>1</sup> - Institut du Monde arabe, du 14 octobre 2008 au 29 mars 2009.

<sup>2</sup> - Vivant Denon, Abdel Rahman El Gabarti sur l'expédition de Bonaparte en Égypte : Témoignages croisés et commentés par Mahmoud Hussein ; Actes Sud. 2008.